

# PLUS



Joseph Heath

## De Toronto à l'UdeM | Le nouveau visage de l'Iran

Page 3 | Pages 6 et 7



CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 9 JUIN 2001

La Presse

Les formidables paysages qui s'étendent de Cap-Chat à Grande-Vallée forment le décor de la MRC Denis-Riverin, la plus pauvre au Québec. Décrochage, sans-emplois: depuis des années, la Haute-Gaspésie aligne les pires statistiques de la province. Portrait d'une région où la pauvreté a atteint un seuil critique. Voici le premier volet de notre série.



Photos ROBERT MAILLOUX, La Presse

Certains villageois de Gros-Morne, comme des autres localités environnantes, vivent dans des maisons tout droit sorties des *Filles de Caleb*.

# La Haute-Gaspésie, tiers-monde du Québec



KATIA GAGNON

### ÊTRE PAUVRE AU QUÉBEC

SAM | 1 > La Haute-Gaspésie  
DIM | 2 > Montréal: les nouveaux pauvres  
LUN | 3 > Éliminer la pauvreté

**SAINTE-ANNE-DES-MONTS** – Au fond de la classe, le mur est plein de trous, marqué par des dizaines de coups de poing, de coups de pied. Depuis deux générations, ce mur est l'exutoire du désespoir des petits durs qui viennent de toute la Haute-Gaspésie. Il faut les comprendre. Ils ont 14 ans, sont incapables de faire une multiplication simple. À moins d'un miracle, ils ne finiront pas leur cinquième secondaire. Ils savent très bien qu'ils n'ont pas d'avenir. En attendant, c'est le mur qui encaisse.

Les durs de durs de la polyvalente Gabriel-Lecourtois, à Sainte-Anne-des-Monts, sont une quarantaine. Près de 10 % des jeunes du secondaire sont en « cheminement particulier », cruellement surnommé « le trou » par les autres élèves. Isabelle Landry, frêle comme un roseau, enseigne à ces élèves. « On entend souvent ça : *Je vais être comme mon père. Sur le BS* », dit-elle. « Pour moi, être ici, ce n'est pas une cause pédagogique, c'est une cause sociale », ajoute-t-elle avec un faible sourire.

Pour travailler à cette polyvalente, 300 élèves au primaire, 500 au secondaire, il faut effectivement être missionnaire. Le directeur, Jean-François Jobin, un Québécois exilé en Gaspésie, n'aura duré qu'un an en poste : il part en juin pour cause de découragement. En plus de voir fondre le nombre d'élèves chaque année — 42 % de moins en dix ans —, M. Jobin est aux prises avec des problèmes de pauvreté qui dépassent l'entendement et avec le pire taux de décrochage de la province. Un élève sur deux abandonne



Isabelle Landry, un enseignante frêle comme un roseau, devant un trou du mur de défolement des élèves de l'école Gabriel-Lecourtois.

avant son diplôme. « Les conditions sont effroyables. On se croirait dans le pire quartier de Montréal », résume-t-il.

La Haute-Gaspésie, c'est le tiers-monde du Québec. Les formidables paysages qui s'étendent entre Cap-Chat et Grande-Vallée, que le touriste pressé d'arriver au parc Forillon traverse en une heure et demie, constituent le décor de la MRC la plus pauvre au Québec. La pauvreté est endémique ici : contrairement à Chandler où la crise date de trois ans, ici, on est pauvre depuis trente ans. Aucune grande industrie n'a pris la relève des Mines Madeleine, qui a fermé ses portes il y a des années. On vivait de la mer, des forêts. Mais avec la crise du poisson et la forêt qui s'épuise, les emplois sont devenus pratiquement inexistantes.

Le résultat, c'est que deux adultes sur trois n'ont pas d'emploi. Le tiers des habitants n'a même pas une neuvième année. Un habitant sur cinq vit de l'aide sociale : les deux tiers d'entre eux encaissent leur chèque depuis plus de dix ans. Le quart des enfants de la MRC vivent avec des parents dont le revenu n'atteint même pas la moitié du seuil de pauvreté.

Renaud Paquette, chef du bureau d'aide sociale, en est à sa troisième génération de bénéficiaires de la sécurité du revenu. « J'ai

reçu le grand-père, puis le père dans mon bureau. Et maintenant, je commence à aider les enfants. »

À Sainte-Anne-des-Monts, la pauvreté se cache derrière les façades des modestes petites maisons. Mais en se déplaçant vers l'est, dans les petits villages où on ne compte plus les habitants qu'en centaines, elle saute au visage. Encastré entre la mer et les falaises plissées par les glaciers, la petite localité de Gros-Morne respire la pauvreté. La quasi-totalité de la population vit de la sécurité du revenu. Même le maire, Raymond Goupil, est prestataire : les 306 \$ mensuels de son salaire de maire sont déduits directement de son chèque d'aide sociale.

Alors que le Québec entre dans le XXI<sup>e</sup> siècle, certains villageois de Gros-Morne, comme des autres localités environnantes, vivent dans des maisons tout droit sorties des *Filles de Caleb*. Des mures de planches mal isolées, aux planchers bringuebalants, des maisons si mal entretenues qu'on les croirait abandonnées. Mais non, la cheminée fume et les rideaux pendent aux fenêtres. Sous le balcon, un petit tricycle rose attend son passager.

Il n'y a pas grand-chose à Gros-Morne. Une minuscule épicerie, un bureau de poste et une école. Marjolaine Déry est l'Émilie

Bordeleau du village. En vingt-cinq ans d'enseignement, elle a vu passer deux générations de villageois. En un quart de siècle, le nombre d'élèves est passé de 150 à 55 : l'an prochain, elle en sera réduite à héberger trois niveaux différents dans une seule classe. Des 22 élèves qu'elle reçoit dans sa classe, à peine cinq ou six obtiendront leur diplôme d'études secondaires. « On pensait qu'en enseignant aux enfants des élèves qu'on a eu, on verrait une amélioration, une valorisation de l'école. Mais ce n'est pas le cas », dit-elle. « Tu vas voir des choses à Gros-Morne que tu n'as jamais vues ailleurs », a-t-on dit à une de ses collègues à son arrivée à l'école. « Et c'est vrai », témoigne-t-elle.

Jean-Marie Fournier en sait quelque chose. Né à Gros-Morne, il y a presque toujours vécu. Mais, à l'inverse de la plupart des habitants, il a travaillé toute sa vie. « La pauvreté, ici, cherche-la pas, tu vas l'enfermer dedans », lance-t-il. Chaque semaine, M. Fournier aide l'un de ses voisins mal pris, dont certains vivent dans des conditions misérables. « Un moment donné, j'ai vu les deux enfants d'un voisin qui jouaient tout nus dans la neige », raconte-t-il.

D'ailleurs, le village, qui était il y a quinze ans sous la coupe de trois clans familiaux en profonde rivalité, se referme encore comme une huître devant toute intervention des services sociaux. « On a beaucoup moins de signalement dans ces petits villages. Parce que c'est la loi du silence qui règne », explique Éric St-Laurent, de la Direction de la protection de la jeunesse. « Il m'a fallu des années pour apprivoiser les gens et faire mon travail », raconte un intervenant social qui a longtemps oeuvré dans ces petites localités.

Mais, en Haute-Gaspésie, les gens sont fiers. Ils ont beau vivre dans une maison de planches, pas question d'avouer leur pauvreté. « L'an dernier, les religieux m'ont raconté l'histoire d'une petite fille qui est arrivée en manteau d'été et en souliers en plein hiver. Les soeurs l'ont habillée pour la saison. Le lendemain, elle est arrivée avec le manteau dans un petit sac. Sa mère n'a jamais voulu qu'elle le garde », raconte Johanne Castonguay, l'adjointe du député local, Matthias Rioux, qui en voit de toutes les couleurs au bureau de comté. Les habitants de Gros-Morne illustrent à merveille cette fierté : ils refusent de laisser mourir leur village. Qui est né à Gros-Morne veut y finir ses jours, témoigne Jean-Marie Fournier. Et même si c'est pour y endure la misère.

Autre texte en B2

# Le vent tourne

Ras-le-bol des oiseaux de malheur



KATIA GAGNON

## ÊTRE PAUVRE AU QUÉBEC

SAM | 1 > La Haute-Gaspésie

DIM | 2 > Montréal: les nouveaux pauvres

LUN | 3 > Éliminer la pauvreté

SAINTE-ANNE-DES-MONTS — Stéphane Boucher en a par-dessus la tête de voir débarquer chez lui des journalistes citadins venus assister à l'agonie de la Gaspésie. Enragé noir contre ces oiseaux de malheur, le jeune directeur général de Centraide est le digne représentant d'une jeunesse dynamique qui est prête à tout faire pour que les choses changent en Haute-Gaspésie.

« Arrêtez de dire que c'est la misère noire ici. C'est pas pire que dans le quartier Saint-Michel à Montréal. Arrêtez de faire des papiers misérabilistes sur la Gaspésie et montrez donc l'autre côté de la médaille! » s'exclame-t-il. L'autre côté de la médaille, c'est l'énergie de Stéphane Boucher, c'est le dynamisme de Simon Pelletier, le directeur de la Maison des jeunes, qui se débatent comme des diables dans l'eau béniète pour sauver leur région.

Il y a six mois, la région a traversé une crise. La banque alimentaire locale, Partagence, a vu les demandes grimper du quart en quelques mois. Les organismes communautaires ont lancé un SOS, repris par les autorités politiques. « Il se fomentait quelque chose qui commençait à me faire peur. Si quelqu'un avait allumé un feu à ce moment-là, ça aurait été un brasier », raconte le député de Matane, Matthias Rioux.

À quelque chose, malheur est bon. Alerté, le ministère de la Solidarité sociale a mis de l'argent, mais a surtout nommé un mandataire, Stéphane Boucher, chargé de présenter des solutions concrètes pour la relance du coin et pour que les groupes communautaires aident mieux la population. Son implication a sonné le réveil d'une série de jeunes qui ont commencé à prendre le milieu en main.

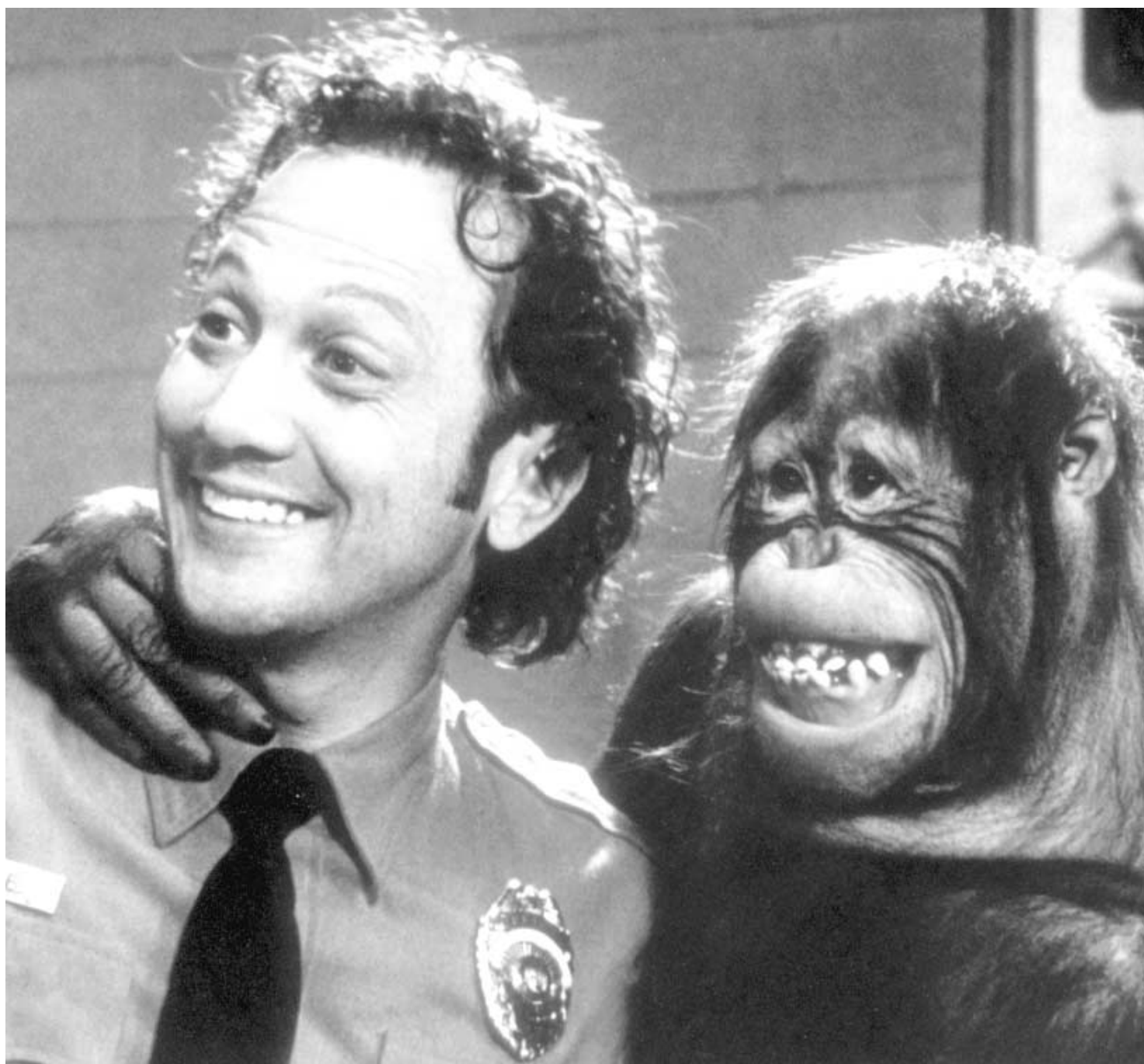
Prenez Simon Pelletier. Tout le monde parle du décrochage des jeunes Gaspésiens ; lui, il a agi. Le Projet Abri, qui rassemble une poignée de jeunes de 18 à 24 ans, fait trembler les murs de sa Maison des jeunes avec une musique techno assourdissante dès neuf heures le matin. C'est que ces jeunes, qui étaient pour la plupart promis à l'itinérance dans les grandes villes, un sort que connaissent plusieurs jeunes Gaspésiens, montent un théâtre-forum pour parler de leurs problèmes. « Ils sont arrivés ici apathiques. Maintenant, ils ont des étoiles dans les yeux », dit Simon.

« Depuis un an ou deux, on sent un dynamisme qu'il n'y avait pas eu ici depuis bien longtemps. Il y a une énergie nouvelle », dit-il. Depuis peu, la municipalité a engagé un dialogue avec ses jeunes. Elle leur a construit des terrains de basketball. Un projet de skate park flotte dans l'air. « On n'avait jamais vu ça avant », dit Simon Pelletier. Pour la première fois depuis des lunes, les habitants de Sainte-Anne-des-Monts ont même eu, l'an dernier, leur premier festival d'été. « Les Grandes Marées », qui mettaient en vedette des talents locaux, ont connu un succès boeuf.

Mais la partie est loin d'être gagnée. Car la bataille se joue surtout au plan économique : ce qui manque, ce sont les emplois. Le préfet de la MRC, Laval Lévesque, a adopté la stratégie des petits pas. Depuis quelques années, il recrute des petites entreprises qui créent 20 ou 25 emplois à la fois. « L'impact est moins important si ça ferme », dit-il. Une usine de bardeaux de cèdre a ouvert ses portes l'an dernier. Et puis, tout récemment, la région a réussi à aller chercher une compagnie de biotechnologies, Biotepp. Gaspésia Pharma, une autre entreprise, est à l'étape de l'étude de faisabilité. Trois petites victoires économiques.

Mais le plus grand ennemi de la région, c'est l'exode de ses jeunes : un sixième d'entre eux ont déjà quitté, entraînant la fermeture d'une trentaine d'écoles en dix ans sur la côte nord de la Gaspésie. Déjà, d'éventuelles entreprises auraient de la difficulté à trouver une relève chez les gens de métier. « On commence à se chercher des peintres et des soudeurs. Il y a un seul plombier à Sainte-Anne », rapporte Laval Lévesque. Des postes de direction à 100 000 \$ par an ne trouvent pas preneur faute de candidats qualifiés. « Combien de parents disent encore à leurs enfants : si tu veux réussir, va-t-en d'ici. Il faut les convaincre qu'il y a de la place pour eux », conclut Simon Pelletier.

Vous faire transplanter un foie de porc, ça vous dirait? Santé Canada veut savoir si vous pensez qu'Ottawa doit donner le feu vert à des opérations de ce type, qualifiées de xénotransplantations. Un forum public sur la question a lieu aujourd'hui, à Québec. Des experts affirmeront qu'il s'agit du moyen de remédier à la pénurie actuelle d'organes, mais d'autres y expliqueront que ces pratiques pourraient potentiellement être à la source d'une épidémie majeure.



Photothèque La Presse

Dans le film *L'animal*, qui vient de prendre l'affiche, Marvin (à gauche sur la photo) se met à se comporter comme une bête à la suite d'une transplantation d'organes d'animal. « Dans dix ans, si on a causé un désastre, il sera trop tard pour y penser », affirme Jean Joly, spécialiste québécois des maladies infectieuses à propos de ce type de transplantations.

# La transplantation d'organes d'animaux aux humains: tour de force ou tour de cochon?



ALEXANDRE SIROIS

« Avant ma greffe, si on m'avait suggéré de me transplanter un coeur de porc, j'aurais sûrement dit oui. » Richard Lalancette, 59 ans, souffrant d'une maladie cardiaque depuis sa naissance, a reçu un coeur humain il y a trois ans et demi.

À l'époque, les experts commençaient déjà à prédire l'apparition de porcs génétiquement modifiés, prêts à offrir leurs coeurs, leurs reins et leurs foies aux humains. Depuis, les recherches en matière de xénotransplantation (la transplantation d'organes, mais aussi de cellules et de tissus animaux aux humains) ont continué de progresser.

C'est pourquoi l'Association canadienne de santé publique consulte ces jours-ci les Canadiens d'un bout à l'autre du pays. Mandaté par Santé Canada, l'organisme, qui s'arrête à Québec aujourd'hui, cherche à savoir si Ottawa devrait autoriser les transplantations de l'animal à l'humain.

M. Lalancette, qui préside l'Association des greffés de l'Est du Québec, figure parmi les experts qui donneront leur avis sur la question. « Pour moi, un coeur, c'est seulement une pompe. Il y a tellement de monde en attente, de personnes qui ont besoin d'une greffe, que je crois énormément à cette aventure-là », a-t-il confié à *La Presse*, qui l'a joint à son domicile de Charlesbourg.

« Le coeur, ce n'est pas le cerveau. C'est un outil pour nous faire vivre, un instrument. Point. C'est un peu comme une voiture. Vous changez la moitié du moteur et ça reste une voiture », a ajouté M. Lalancette.

Le chef du service de néphrologie de l'unité de transplantation rénale du Centre hospitalier universitaire de Québec, Réal Noël, participera également aux discussions à titre d'expert. Il se dit lui aussi particulièrement préoccupé par la pénurie d'organes au pays, le niveau de dons au Canada étant l'un des plus bas de tous les pays industrialisés.

« Jusqu'aux années 90, la demande augmentait, mais l'offre augmentait aussi, de sorte que le temps d'attente n'était pas épouvantable. Aujourd'hui, il y a un fossé entre l'offre et la demande qui n'existait ni dans les années 70, ni dans les années 80 », a expliqué le Dr Noël.

Ainsi, dans les années 80, le temps d'attente pour une greffe d'organe au pays était d'environ 300 jours. De 1998 à 2000, en moyenne, les futurs greffés ont dû attendre

plus de 900 jours, a indiqué le docteur. Si l'offre n'a pas suivi la demande, c'est notamment parce que celle-ci a explosé grâce à l'apparition de nouveaux médicaments qui permettent de greffer des organes avec beaucoup plus de succès qu'autrefois.

« J'ai connu le temps où on ne greffait pas de reins aux personnes de plus de 50 ans. On greffe maintenant des reins à des personnes âgées de 70 ans et plus », a raconté le Dr Noël. S'il n'a pas affirmé catégoriquement qu'il est souhaitable de donner le feu vert à la xénotransplantation, le docteur a toutefois pris soin de signaler que 225 Canadiens sont décédés, uniquement au cours de l'année 1999, alors qu'ils attendaient la transplantation d'un organe.

« Si on était assuré qu'il n'y a aucun danger de transmission de quelque maladie que ce soit associé au phénomène, on ne serait pas contre », a pour sa part affirmé le directeur général de Québec-Transplant, Donald Langlais, dont l'organisme est responsable du prélèvement de l'attribution des organes en province.

### À la source du prochain sida ?

Les experts ne sont toutefois pas tous enthousiastes. Dans un document de travail publié en mars dernier par le comité consultatif qui organise la consultation publique, on relevait déjà certains risques potentiellement associés à la xénotransplantation. « Le pire scénario serait le déclenchement d'une nouvelle épidémie majeure », écrivaient alors les spécialistes.

« C'est possible, a déclaré le directeur du Laboratoire de santé publique du Québec, Jean Joly, invité à commenter ce scénario catastrophe. C'est imprévisible. » Spécialiste des maladies infectieuses, le Dr Joly préconise la plus grande prudence lorsqu'il aborde le sujet de la xénotransplantation.

« C'est maintenant connu que le virus du sida (VIH) vient probablement du singe, a-t-il poursuivi. Imaginez qu'on puisse trouver un virus d'origine animale chez l'humain qui a les mêmes conséquences que le VIH à la suite d'une xénotransplantation... »

Le Dr Joly a tenu à souligner qu'il lui est plus aisé de se montrer perplexe face aux développements de la xénotransplantation puisqu'il n'est pas, lui-même, en attente d'une greffe. « Mais ce que je vous dis, c'est soyons prudents. Il y a des risques, et dans dix ans, si on a causé un désastre, il sera trop tard pour y penser », a-t-il affirmé.

Il n'y a pas que les risques d'infections qui inquiètent les experts qui se sont penchés sur la question. Certains se demandent si la pratique est acceptable sur le plan éthique, en tenant compte du bien-être des animaux. D'autres rappellent que l'impact psychologique de la greffe d'un organe animal à un humain demeure inconnu.

« Certaines études démontrent, par exemple, qu'un homme peut sentir sa virilité menacée s'il reçoit un coeur de jeune fille. Que certaines personnes donnent un sens au fait de recevoir un organe d'une autre personne comme modifiant leur propre perception de ce qu'ils sont. Alors, dans quelle mesure cette symbolique pourra jouer dans les transplantations d'animaux aux humains ? » s'interroge la professeure d'éthique et de bioéthique à la faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal, Jocelyne St-Arnaud.

### Distribution d'organes à deux vitesses ?

Professeur adjoint à la faculté de droit de l'Université McGill et notamment membre du comité d'éthique de la recherche de l'Institut de cardiologie de Montréal, l'avocat Pierre Deschamps sera lui aussi à Québec aujourd'hui pour participer aux discussions publiques. Il affirmera être en faveur du développement de la xénotransplantation au pays, « mais avec des conditions très strictes ».

« Il va falloir exiger que l'information la plus complète possible soit donnée aux patients (qui auront droit aux xéno greffes) avec non seulement les inconnues et les risques que ça représente, mais aussi le fait qu'il est possible que ça ne fonctionne pas », a-t-il déclaré, précisant que Santé Canada devra également augmenter la protection des « sujets de recherche » soumis à des essais cliniques.

Il faudra aussi se méfier de la compétition entre les centres qui seraient intéressés à faire la recherche dans ce domaine, puisque cela pourrait pousser certains à prendre des risques « qu'on ne devrait pas prendre », a ajouté M<sup>re</sup> Deschamps.

M<sup>me</sup> St-Arnaud, qui a mené des recherches sur les transplantations d'organes au cours des dernières années, a pour sa part l'impression qu'en ouvrant la porte aux xénotransplantations, on suscitera l'apparition d'un système à deux vitesses. C'est que les organes d'animaux seront vraisemblablement vendus aux patients. En outre, elle se demande carrément jusqu'à quel point on peut se permettre, au pays, d'investir en matière de xénotransplantation.

« Notre système de santé actuel est inadéquat : certains traitements doivent être faits aux États-Unis, les services à domicile sont nettement insuffisants... L'argent qui sera placé dans le développement et la pratique de techniques comme la xénotransplantation sera enlevé dans d'autres secteurs, a soutenu M<sup>me</sup> St-Arnaud. Avons-nous les moyens de nous offrir ce genre de technologie ? »

L'Association canadienne de santé publique recueille également les avis du public sur la question sur un site web où l'on retrouve de nombreux renseignements sur les enjeux de la xénotransplantation. Il est situé à : [www.xeno.cpha.ca](http://www.xeno.cpha.ca)

L'exode des cerveaux et la course aux subventions ont transformé les universités en chasseurs de gros noms et d'étoiles montantes du monde du savoir, comme celle que l'Université de Montréal vient de ravir à l'Université de Toronto.



Joseph Heath a étudié la philo à McGill; aujourd'hui, c'est à l'Université de Montréal qu'il poursuit sa carrière.

Photo ARMAND TROTTIER, La Presse

# Joseph Heath, recrue prometteuse de l'Université de Montréal



GÉRALD LEBLANC

Joseph Heath est né et a grandi en Saskatchewan, à Saskatoon, la ville du néo-démocrate Roy Romanow, un ami de la famille Heath.

Son père lui disait toujours qu'il irait un jour à l'Université McGill, dont la réputation avait depuis longtemps traversé les Prairies.

Après son école en immersion française à Saskatoon, le jeune prodige de 17 ans s'inscrit donc en philosophie à McGill, où il côtoie Charles Taylor et se passionne pour les écrits de Jürgen Habermas, deux géants de la philosophie, qui font le pont entre les traditions européennes et américaines, entre l'individu et la communauté.

C'est auprès du professeur Thomas McCarthy, le grand expert sur Habermas, que le jeune philosophe fait sa maîtrise et son doctorat — *La moralité et l'action sociale* avait-il intitulé sa thèse — à l'Université Northwestern de Chicago.

« Chaque année nous recevons autour de 150 demandes et nous ne retenons que les six meilleurs candidats. En 15 ans, je dirais que Joseph Heath figure parmi mes deux ou trois meilleurs étudiants. Unique dans sa capacité d'allier connaissance technique et nouvelles idées, il se distinguait par l'étendue de son savoir et la rapidité de son fonctionnement », nous dit le professeur McCarthy.

Cet exceptionnel étudiant allait devenir un excellent professeur, selon le témoignage de

Jacqueline Brunning, directrice du département de philosophie au Collège Erindale, une composante de l'Université de Toronto, où le professeur Heath a fait ses débuts dans l'enseignement.

« Même pour des cours habituellement peu populaires, comme l'éthique des affaires, il attirait plus de 100 étudiants. Dans l'évaluation des étudiants — la note ne dépasse pas 7 et un 5,8 est considéré très bon — le professeur Heath recevait autour de 6,5. L'étendue de ses connaissances n'a d'égal que sa capacité de rendre accessible la matière la plus difficile », nous dit la professeure Brunning.

Un collègue à Toronto, Donald Ainslie, insiste sur la pertinence de l'expertise de Heath sur les liens entre le marché et l'État, en ces temps de troisième voie à la Tony Blair.

« C'est une grave erreur, ajoute-t-il, de l'avoir laissé partir, car il était un fantastique professeur, mais l'Université de Montréal lui a fait le genre d'offre qu'on ne refuse pas. »

## Une chaire en éthique

Le malheur de Toronto fait donc le bonheur de Montréal, où le professeur Heath occupera, à compter du 1<sup>er</sup> juillet, une chaire en éthique et économie politique, partie du réseau de chaires créées pour attirer les étoiles montantes de l'univers du savoir.

« Avec son expertise en économie politique, le professeur Heath vient contribuer à notre projet d'ériger un centre interdisciplinaire en éthique, un centre de valeurs humaines, d'encadrement normatif et moral. Il se joint en effet à Bartha Maria Knoppers, experte en bioéthique », souligne le professeur Daniel Weinstock, lui-même détenteur d'une chaire en éthique juridique.

Finalement, Joseph Heath enseigne-t-il la philosophie ou l'éthique ?

« La philosophie n'a pas vraiment de

champ exclusif. Chaque fois qu'on est aux prises avec une question abstraite, on fait appel à nous. C'est à nous qu'on demande une théorie de l'action, la base de la légitimité de l'État ou le fondement de l'égalité. Nous sommes les seuls à nous intéresser à l'éthique.

« Un centre interdisciplinaire en éthique. C'est le paradis pour moi, surtout à Montréal où je voulais revenir », nous dit le professeur Heath, dans un français d'une étonnante qualité pour quelqu'un dont les études universitaires et l'enseignement — quatre années à Toronto et une à Yale au Connecticut — se sont entièrement déroulés en anglais.

Pourquoi venir à Montréal, décrit dans les médias de Toronto comme l'enfer de l'intolérance ethnique et linguistique ?

« Parce que j'aime l'action politique au Québec — moins cependant ses impôts — et que je crois que les autres Canadiens ne comprennent pas l'inquiétude des Québécois, qui se demandent si leurs petits-enfants leur parleront toujours en français. Ma femme, d'origine chinoise, a déjà de la difficulté à communiquer avec sa grand-mère mais ce genre de préoccupation ne fait pas partie de la perspective d'un Canadien anglais. »

## Un livre déroutant

On insiste beaucoup sur la double capacité de Joseph Heath : maîtrise des difficiles questions abstraites et communication accessible au commun des mortels.

La meilleure preuve de cette polyvalence se trouve dans ses activités d'écrivain. Il a déjà écrit un sérieux traité — *Communicative Action and Rational Choice* — et MIT Press publiera bientôt son étude sur le philosophe allemand Habermas. Mais il vient aussi de signer un ouvrage bien particulier — *The Efficient Society* — sur les relations entre l'État

et le marché, sur la nécessaire situation sociale de l'action individuelle.

Étonnant par la façon de procéder de notre philosophe qui part toujours de situations bien concrètes, souvent personnelles : les problèmes de partage des tâches des colocataires, les bouchons de circulation de Toronto, les amendes pour le blocage des intersections à Manhattan, le génie informatique de Wal-Mart, la genèse fiscale d'IKEA, le cul-de-sac de Nike à Seattle, le dernier film ou roman en vogue, le défilé de la Saint-Jean-Baptiste, la location d'un vidéo à T'ai Pei... le tout enrobé d'enseignement d'Aristote, de Saint-Mathieu, de Kwakiutl, Churchill et Castro, Henry Ford et Jürgen Habermas, Wilt Chamberlain et Michael Jordan. Souvent étourdissant, mais jamais endormant !

Toutes ces petites histoires, de longueur et d'allure d'une chronique de journal, tournent autour d'un même thème : la société efficace ou efficiente.

Nous avons ici un problème de langue, car notre auteur distingue entre « efficacy » — efficacité au sens d'une affaire qui marche — et « efficiency » — efficacité pour tous, amélioration du sort des uns sans détérioration de celui des autres. Cette distinction entre efficacité et efficience ne tient pas en français.

Peu importe, nous sommes ici au cœur des préoccupations de Joseph Heath, un social-démocrate de la Saskatchewan, plus près des coopératives que des gros syndicats, qui, comme le Britannico-Colombien John Richards ou le Québécois Pierre Fortin, essaie de concilier les lois du marché et les nécessaires corrections de l'État-providence, le « marché socialiste » selon son expression.

Nous repreneons ci-dessous deux extraits du dernier livre du professeur Heath, dont nous entendrons sans doute souvent parler au cours des prochaines années.

## L'ignorance: le pire ennemi de l'État-providence

« IL EST ENTIÈREMENT faux de prétendre que l'État-providence agonise. La gauche a tendance à sous-estimer la robustesse de l'État, à le croire plus fragile qu'il ne l'est. Tout cela vient de la croyance que le rôle fondamental de l'État-providence est la promotion d'une plus grande égalité. Si c'était le cas et que des gens dépourvus de sens d'égalité étaient élus, il n'y aurait rien pour les empêcher de le démanteler.

« La réalité est toute autre. L'État-providence existe d'abord et avant tout à cause de son efficacité. Si on le démolit, tout le monde en souffrira. Couper les fonds au transport en commun se traduit par une congestion de la circulation automobile dont tout le monde souffre. Réduire la protection de l'environnement contamine l'air que tout le monde respire...

« On trouve raisonnable de donner 30 % de ses revenus en versements hypothécaires.

« Curieusement, on trouve déraisonnable de verser le même montant pour la chirurgie cardiaque dont aura éventuellement besoin — une telle opération coûte aussi cher qu'une maison.

« Le principal danger guettant l'État-providence ne vient pas de la malice ou de l'indifférence de ses détracteurs, mais de ceux qui pourraient le démanteler par ignorance. Si nous n'arrivons pas à saisir la contribution de l'État à notre qualité de vie, nous détruirons, par mégarde, ce que nous avons construit. »

Tout au long de son livre, le professeur Heath, soutient que l'État sait, mieux que l'entreprise privée, s'occuper de santé, d'éducation et de sécurité. Une société efficace confie donc ces champs d'action au secteur public, selon notre philosophe.

## Le meilleur pays du monde

« COMMENT LE Canada se rapproche du meilleur des mondes. »

Ce sous-titre du dernier livre de Joseph Heath — *The efficient society* — en a fait rire certains et donné à d'autres l'impression qu'il convoitait un siège de sénateur libéral. Il faut cependant laisser la chance au coureur. Voici son argumentation.

« Pourquoi le Canada se classe-t-il premier dans la liste des meilleurs pays du monde de l'ONU ? Les Américains sont plus riches, les Russes aussi bien pourvus en ressources naturelles et les Européens plus efficaces dans la redistribution des richesses... »

« Pourquoi donc ? Parce que le Canada est une société efficace, une société qui obtient le meilleur rendement avec le minimum d'effort et de perte.

« Les Canadiens ont de la difficulté à accepter cela car ils ne se sentent pas particulièrement efficaces. Les Japonais semblent mieux organisés que nous, les Américains nous devançant dans le monde des affaires et les Allemands — même pas nécessaire d'aborder le sujet de leur efficacité. »

Pourtant, les Américains préfèrent la li-

berté à l'efficacité au point de dépenser beaucoup plus pour les soins de santé pour ne pas s'en remettre à l'État ; les Japonais préfèrent la loyauté au point de maintenir artificiellement des entreprises méritant de disparaître et les Allemands tiennent la solidarité en si haute estime qu'ils sont prêts à endurer un taux élevé de chômage.

« L'efficacité est une valeur. Qu'on la réalise ou non, c'est la principale valeur de la société canadienne, celle qui a remplacé la religion, l'ethnicité et la langue comme source de loyauté. Cette évolution représente un grand progrès car l'efficacité n'est pas une froide vertu ni un masque pour l'égoïsme. Elle est plutôt une noble vertu humaniste reliée à plusieurs valeurs qui nous sont chères, comme la diversité culturelle, le respect de l'individu et le soulagement des souffrances.

« Au lieu de chercher à cacher notre engagement envers l'efficacité, nous devrions l'arborer comme un insigne à la boutonnière. »

*Why Canada Is As Close To Utopia As It Gets — The efficient society*, Joseph Heath, Penguin Books, Toronto, 2001, 339 pages.

## L'ouragan souffle dans le bon sens

« La cabine de pilotage de l'Asie centrale ». Cette description de l'Afghanistan reste de mise même après la décolonisation et la guerre froide : les Taliban dérangent les États-Unis par leurs pratiques obscurantistes et inhumaines, mais ils servent bien les intérêts américains depuis le Caucase jusqu'au Xinjiang.

En Tchétchénie, c'est le « ventre mou » de la Russie que pilonnent les combattants séparatistes menés par des « vétérans afghans » et des « wahhabites » pro-saoudiens : les États-Unis veulent accéder au pétrole de la mer Caspienne et l'OTAN veut s'implanter dans le Caucase du sud (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan).

En Asie centrale, les États-Unis veulent intégrer le Kazakhstan, mais surtout le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan dans leur « marché mondialisé ». Là aussi, l'école des Taliban et autres Moudjahidine fournit les forces qui harcèlent les régimes ex-communistes virés nationalistes.

Moscou, qui créa dès 1991 la Confédération des États indépendants avec 11 des 14 autres ex-républiques soviétiques, a contré cette semaine en lançant une « communauté économique eurasiennne » avec le Bélarus, le Kazakhstan, la Tadjikistan et le Kirghizstan. La Russie est déjà membre du « Groupe de Shanghai », avec la Chine, et ces trois derniers pays d'Asie centrale.

Là aussi, le pétrole et le gaz sont en jeu. La crise de l'énergie que George W. Bush affronte va accentuer la poussée américaine dans cette région. L'Afghanistan et le Pakistan sont les voies privilégiées pour les oléoducs — afin de contourner la Russie et l'Irak.

Tenue en échec par l'Irak à l'ouest (la guerre de 1980-1988 financée par les pétro-émirats du Golfe), la République islamique d'Iran, à dominante chiïte, se heurte depuis 1992 à l'islamisme sunnite des Afghans. Téhéran soutient l'opposition anti-talibane.

À l'est, les Taliban alimentent le réveil des musulmans ouïgours du Xinjiang, en Chine, réveil articulé depuis Washington où siège l'Association ouïgoure américaine fondée en 1998. La persécution religieuse et les droits des minorités sont les thèmes évoqués, et l'association a ses entrées au Congrès américain.

Au sud-est, les Moudjahidine afghans, et les Taliban, ont été décisifs dès la fin des années 1980 dans la militarisation de l'indépendantisme au Cachemire indien : le Pakistan mène ainsi, par Afghans interposés, la guerre sur deux fronts.

Le premier ministre hindouiste de l'Inde, Atal Bihari Vajpayee, vient d'inviter le général Parvez Musharraf, l'homme fort du Pakistan, à discuter du Cachemire. Washington a applaudi. « Cette initiative vise à amener Musharraf à bloquer l'appui des Taliban aux Cachemiris, et à miner les relations entre le Pakistan et la Chine », écrit le webzine pakistanais *InfoTimes*, à Washington.

Beaucoup de Pakistanais craignent désormais que leur pays ne se « talibane » — alors que le rêve des généraux d'Islamabad était de faire de l'Afghanistan un satellite du Pakistan.

Qui sont ces Taliban qui interdisent aux femmes d'étudier et aux hommes de se raser, qui détruisent des statues du Bouddha, et qui étiquètent la minorité hindoue en public ? Des créatures du « monde libre », formées et armées par les États-Unis avec le concours de l'Arabie saoudite et du Pakistan pour remplacer les Moudjahidine — devenus indociles après la défaite soviétique en Afghanistan.

# Les Taliban, ces orphelins des États-Unis



Une semaine avant le verdict de New York contre les quatre agents d'Ossama bin Laden jugés coupables des attentats de 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, le *New York Times* publiait une série d'articles élogieux sur les Taliban pour l'éradication du pavot.

« Les premiers experts américains en drogues à avoir visité l'Afghanistan des Taliban indiquent que ce mouvement semble avoir éradiqué la culture du pavot en moins d'un an », écrit le journal.

« Leur conclusion rejoint celle de l'ONU, qui estime que les Taliban ont éliminé le pavot en une seule saison », ajoute-t-il.

Conclusion capitale au milieu de dépêches sur la destruction des Bouddhas de Bamian et l'identification de la minorité hindoue par les mêmes Taliban. Pas seulement parce que l'ONU peut ce que Washington veut. Mais aussi parce que l'Afghanistan produisait l'an dernier 75 % de l'opium mondial — et ses sous-produits comme l'héroïne et la morphine.

Si bien que le secrétaire d'État Colin Powell annonçait une aide de 43 millions de dollars américains aux fermiers afghans — alors même que les Taliban juraient de ne jamais livrer Ossama bin Laden aux États-Unis. Et que le *New York Times* du 26 mai rapportait que « l'ONU s'inquiète de l'exportation du terrorisme par les Afghans ».

« Nous allons chercher les moyens d'accroître l'aide aux Afghans, dont les fermiers

qui ont subi l'impact de l'interdiction de la culture du pavot, une décision des Taliban que nous accueillons », déclarait Powell dans un communiqué.

Cette ambiguïté de Washington face aux Taliban (contrastant avec l'intransigeance américaine envers les « États voyous ») s'explique par le fait que les Taliban, comme avant eux les Moudjahidine afghans, ont été, et restent, des créations, et des instruments, de la stratégie géopolitique des États-Unis en Eurasie.

Dans son dernier bilan du terrorisme mondial, Washington rappelle la résolution 1333 de l'ONU imposant des sanctions contre Kaboul pour le forcer à extraditer bin Laden. Mais l'Afghanistan ne figure pas sur la liste des « États voyous » : l'Irak, la Libye, la Syrie, le Soudan, Cuba et la Corée du Nord.

L'intérêt occidental pour la région afghane remonte à l'Empire britannique des Indes. Pour bloquer l'accès des Russes aux mers chaudes, les Britanniques enclavèrent l'Afghanistan en s'emparant du Baloutchistan, qu'ils annexèrent au Pakistan à la partition de l'Inde en 1947.

Cette rivalité anglo-russe dans la région s'appelaient « le Grand Jeu ». Avec le retrait britannique, les Américains prirent le relais. Le coup d'État communiste de 1978 à Kaboul vit apparaître la même année les Moudjahidine, adeptes du Djihad, la guerre sainte islamique, contre les marxistes athées.

C'est au début de 1979 que les islamistes de Khomeini prennent le pouvoir en Iran et à la fin de 1979 que l'armée de l'URSS envahit l'Afghanistan. Mais, écrit l'analyste indien A.K. Ray, les Moudjahidine afghans sont à l'oeuvre dès 1973.

Formés au Pakistan avec le concours du tout-puissant ISI (*Inter-Services Intelligence*) et de groupes islamiques — et avec l'aide financière et militaire de la CIA —, ils com-

battaient le régime de Mohammad Daoud, qui avait aboli la monarchie et initié l'émancipation des femmes, et qui collaborait avec l'URSS.

L'armée pakistanaise et les États-Unis refusaient toujours la perte du Pakistan oriental (devenu Bangladesh) en 1971 face à une Inde alliée à l'URSS, poursuit son collègue Uma Singh, sur le même site web : [www.kashmir-information.com](http://www.kashmir-information.com).

Le glissement de l'Afghanistan vers Moscou devenait inacceptable pour eux. D'où, dit Singh, l'élimination de Zulficar Ali Bhutto en 1977 par le général Zia — qui misa tout sur les Moudjahidine, profitant de l'invasion soviétique de 1979 pour proclamer le Pakistan comme « avant-poste du monde libre ».

La guerre soviéto-afghane prit fin en 1989, avec la défaite de l'Armée rouge et la chute de l'Empire soviétique. Le Pakistan reçut plus de 7,2 milliards des États-Unis entre 1979 et 1989 pour former et armer les Moudjahidine.

Mais deux millions d'Afghans furent tués, six millions d'autres chassés. Deux millions croupissent encore dans des camps au Pakistan, où leur nombre s'accroît à cause de la guerre civile.

Le financement des Moudjahidine vint aussi du narco-traffic, et des pétro-émirats du Golfe alliés aux États-Unis. Ce fut le rôle d'Ossama bin Laden, fils d'une riche famille saoudienne ayant fait ses preuves contre les communistes au Sud-Yémen, de recueillir ces fonds pour le compte de la CIA et d'alimenter le Djihad contre l'Armée rouge en Afghanistan.

Le problème, c'est que les Moudjahidine, arrivés au pouvoir à Kaboul en 1992, refusèrent l'emprise du Pakistan — et des États-Unis. Le général Zia était tué en 1988, mais l'ISI du Pakistan répliqua avec les Taliban : littéralement des « étudiants d'écoles coraniques », recrutés jeunes dans les camps de réfugiés, armés et entraînés pour combattre les Moudjahidine.

Ils le firent avec brio en s'emparant de Kaboul en 1996 et en refoulant les gains de droits civils obtenus par les hommes et les femmes afghans depuis l'époque de Daoud.

Le contraire eut étonné : on ne militarise pas une société féodale, tribale et machiste sans inexorablement renforcer la position du « guerrier » mâle aux dépens de la femme ; et on ne l'islamise pas à l'absurde, de Moudjahidine en Taliban, sans que la laïcité même ne devienne un crime.

L'autre problème, c'est que Ossama bin Laden se retournait lui aussi contre les États-Unis — comme Noriega avant lui. Et il trouvait refuge chez les Taliban, ayant même fait sa sixième épouse d'une soeur du mollah Omar, le maître de Kaboul.

Qu'à cela ne tienne, les États-Unis, qui veulent la peau de bin Laden, ménagent les Taliban — dont le régime est reconnu par seulement trois alliés des États-Unis : le Pakistan, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

Washington a plusieurs fois tenté un rapprochement avec Kaboul, mais a reculé devant les obstacles. Un « Livre blanc » publié en 1999 par la *Afghanistan Foundation* avec l'aide d'élus des deux partis au Congrès admet que l'opinion américaine est opposée aux Taliban. Il propose donc que Washington « travaille » l'opinion, en soulignant « les sacrifices afghans dans la défaite des Soviétiques ».

Dernier os : la guerre froide gagnée, les États-Unis lâchent le Pakistan et se rapprochent de l'Inde — de plus en plus « hindouïsée », mais plus « pro-américaine ». L'enjeu : contrer la Chine.

Réplique du Pakistan : la bombe nucléaire, construite en bonne partie avec l'argent de la guerre afghane. Et, depuis octobre 1999, c'est le général Parvez Musharraf qui dirige à Islamabad — le même Musharraf, alors jeune militaire très dévot, qui noua des liens étroits avec les narcotrafiants et Ossama bin Laden lors de la guerre afghane.



Des miliciens talibans montent la garde devant un champ de pavots.

Photothèque La Presse

## Les grandes dates de l'histoire afghane



>1839-1842: première guerre anglo-afghane; les troupes britanniques sont anéanties par Akbar Khan.  
>1859: les Britanniques prennent le Baloutchistan, enclavant l'Afghanistan.  
>1863-1866: les Russes, au nord, prennent Bokhara, Tachkent et Samarkand.  
>1878: deuxième guerre anglo-afghane; les Britanniques se retirent en 1880 en se réser-

vant le contrôle des relations extérieures de l'Afghanistan.  
>1893: les Britanniques tracent la ligne Durand, divisant des tribus afghanes et fixant la frontière entre l'Afghanistan et leur Empire des Indes.  
>1907: Russes et Britanniques signent la convention de Saint-Petersbourg, déclarant l'Afghanistan « zone neutre »; timides efforts de modernisation.  
>1921: troisième guerre anglo-afghane; nouvelle défaite des Britanniques et l'Afghanistan recouvre sa souveraineté diplomatique.  
>1934: les États-Unis reconnaissent l'Afghanistan.  
>1940: Zahir Shah proclame la neutralité afghane durant la Seconde Guerre mondiale.  
>1947: les Britanniques abandonnent l'Inde;

le Pakistan est créé à partir de territoires indiens et afghans.  
>1949: l'Afghanistan dénonce la ligne Durand.  
>1953-1977: le prince Mohammad Daoud devient premier ministre; après le refus d'une aide militaire américaine, il se tourne vers l'URSS, qui accepte; les femmes entrent à l'université, au gouvernement et sur le marché du travail; le Parti communiste est formé en secret; Daoud abolit la monarchie et proclame la République en 1973.  
>1978: coup d'État communiste; Daoud Khan est assassiné; en juin naît le mouvement de guérilla des Moudjahidine.  
>1979: Babrak Karmal prend le pouvoir; l'Armée soviétique envahit le pays en décembre.  
>1979-1988: les Moudjahidine se renforcent à partir du Pakistan et font la guerre à l'Armée rouge avec l'aide massive des États-Unis.  
>1989: l'URSS, défaite avec la perte de 50.000 hommes, signe les Accords de Genève et se retire.  
>1992: les Moudjahidine prennent Kaboul et forment un État islamique.  
>1994: le mouvement des Taliban naît dans les camps de réfugiés au Pakistan; il prend Kaboul en 1996, abolit les droits acquis des femmes et impose aux hommes de strictes mesures « islamistes ».  
>1996: les factions moudjahidine occupent le nord du pays, qui est toujours en guerre.

>500 000-20 000 Av. J-C: indices de technologie de l'âge de pierre, d'agriculture et d'animaux domestiques aux pieds de l'Hindou Kouch.  
>2000-1500 Av. J-C: tribus aryennes dans l'Aryana, indices du Rig Veda et de technologie du fer. Fondation de Kaboul.  
>500 Av. J-C: Darius le Grand étend l'Empire perse à l'Afghanistan.  
>329-323 Av. J-C: conquête grecque sous Alexandre le Grand.  
>I<sup>er</sup> au IV<sup>e</sup> siècles AD: sommet de la culture gréco-bouddhique de Gandhara.  
>652 AD: les Arabes introduisent l'islam.  
>1370 - 1404: règne de Tamerlan et résistance afghane.  
>1504-1519: Babar s'empare de Kaboul avant de conquérir Delhi et de fonder, en Inde, la dynastie mogole.  
>1520-1708: résistance afghane aux Mogols.  
>1725-1747: remontée perse, avec la conquête de Kandahar par Nadir Shah.  
>1747: Nadir Shah est assassiné; les Afghans reprennent Kandahar et Ahmad Shah Abdali (Dourrani) fonde l'Afghanistan moderne, qui rayonne depuis le Cachemire jusqu'à la mer d'Oman.  
>1773-1793: constants soulèvements tribaux; la capitale est transférée de Kandahar à Kaboul.  
>1793-1834: les soulèvements tribaux continuent à l'intérieur, les Perses avancent à l'ouest et les Sikhs à l'est.  
>1836: Les Britanniques envahissent l'Afghanistan.

# Un jeune aux commandes

À 42 ans, Jean Saint-Gelais occupe le poste de premier fonctionnaire



DENIS LESSARD

**QUÉBEC — Le cliché est connu : un mandarin est un vieux fonctionnaire, digne ou roublard, c'est selon, mais toujours doté d'une longue feuille de route, de cheveux blancs et de complets croisés.**

Depuis l'arrivée au pouvoir de Bernard Landry, la réalité est différente. Le premier fonctionnaire a 42 ans ; jusque-là, jamais un secrétaire général n'avait été recruté parmi la génération « perdue », sortie des cégeps.

La nomination de Jean Saint-Gelais, comme « secrétaire général du Conseil exécutif » — en fait le sous-ministre du premier ministre — a eu l'effet d'une secousse sismique rue Grande-Allée, en mars. Pour bien des sous-ministres en titre qui depuis des années attendaient ce poste, il était le jeune surdoué des Finances, promis à un brillant avenir. Or l'avenir a parfois de ces raccourcis...

Venu de Jonquière, « d'Arvida » précise-t-il — son père était entrepreneur-peintre pour l'Alcan —, Saint-Gelais ne détient pas le record de jeunesse pour ce poste. Louis Bernard avait 40 ans en 1976 quand René Lévesque l'avait choisi. Arrivant au pouvoir avec bien des collaborateurs de longue date, Bernard Landry a choisi de projeter une image de renouvellement en choisissant ce jeune fonctionnaire de carrière qui s'était démarqué au ministère des Finances.

Quand on devient, si jeune, le patron de tous les sous-ministres, à 167 000 \$ par année, le doute ne nous habite plus guère. Or, en dépit des responsabilités, hormis des cheveux grisonnants, rien ne paraît avoir changé chez ce jeune-vieux au visage curieusement enfantin.

À la porte du bunker où se trouve son étroit bureau, il salue chaque matin, vers 7 h, le gardien de sécurité. Il saluera son remplaçant 12 heures plus tard.

« C'est un futé, mais surtout un gars modeste et réservé, doté d'une placidité surnaturelle », se souvient Pierre Fortin, son ancien professeur d'économie à l'Université Laval.

Timide en entrevue, il ne hausse jamais le ton. Visiblement, il tenait surtout à faire, longuement, l'apologie de l'équipe du ministère des Finances où il a passé 15 ans — un club privé qui, à Québec, a toujours été jaloux de son autorité et de son prestige.

Il ne donne pas dans les idées reçues. « Les fonctionnaires qui disent qu'ils doubleraient leurs salaires dans le privé ? Pourquoi n'y vont-ils pas ! Parce que parfois cela durerait deux ans et après ce serait l'inconnu », réplique Jean Saint-Gelais. Les hauts fonctionnaires ne sont pas mal payés, « si on considère l'ensemble, la sécurité d'emploi, les bénéfices, la retraite, les perspectives de carrière, on a un traitement correct ».

## Place aux jeunes

Propulsé dans le siège du premier fonctionnaire, Jean Saint-Gelais ne fait pas dans la fausse modestie toutefois. Bien de ses collègues avaient une feuille de route plus longue. « Je ne veux pas me prendre pour un autre, mais travailler au budget où on retrouve plus de 200 mesures fiscales, avec tout ce que cela suppose comme préparation, c'est pas rien non plus. »

Son poste de grand manitou de la fiscalité aux Finances était un mirador qui lui donnait une vue d'ensemble de l'appareil public, tout comme son mandat de secrétaire de la commission d'Alban D'amours, sur la fiscalité, en 1996.

« C'est une encyclopédie. Il connaît toutes les politiques et tous les détails de ces politi-



Jean Saint-Gelais, le mandarin des mandarins.

Photo DIDIER DEBUSSCHÈRE, collaboration spéciale

ques, bien au-delà de sa spécialité des finances ; je n'ai pas la moindre idée de la façon dont il peut emmagasiner tout cela », observe Claude H. Roy, le chef de cabinet de Bernard Landry.

Une chose lui tient à cœur : faire davantage de place aux idées neuves et aux jeunes dans l'appareil public. « Je ne vois pas pourquoi le secteur public ne laisserait pas une chance plus grande aux jeunes, comme on le voit dans le privé. Ils disent : les portes nous sont barrées, et, dans bien des cas, c'est vrai. Par contre, ils devront faire la preuve qu'ils sont prêts à se relever les manches. J'en ai passé des fins de semaine à travailler au ministère des Finances », de lancer Jean Saint-Gelais.

## Un instinct politique

« Jean... tu m'arranges ça... » C'était un peu une formule consacrée pour Bernard Landry dès son arrivée aux Finances en 1996, se souvient André Montminy, cadre du

ministère, désormais à la retraite. Et « Jean » arrangeait ça.

La première fois, « ça » c'était la façon d'attirer UbiSoft au Québec. Le promoteur Sylvain Vaugeois, un copain de Bernard Landry, voulait un coup de pouce pour une compagnie française. Saint-Gelais proposa une solution, mais pour tout ce secteur de pointe. Saint-Gelais fut aussi derrière la Cité du multimédia et celle, plus récente, du E-Commerce. Pas question de fermer le robinet pour ces entreprises de pointe, « je pense qu'il faut prendre le dossier par les cornes et foncer là-dedans », dit-il en dépit des problèmes récents de ce secteur.

Son coup le plus fumant : attirer NASDAQ au Québec, après la gifle de la fermeture de la Bourse de Montréal. Le défi était de taille : contrer le lobby torontois qui avait ameuté les Américains. La présentation de Saint-Gelais fut à l'avenant : « Toronto va vous dire que le Québec parle français, il fait froid l'hiver, le gouvernement taxe comme un malade

mandarin assure son autorité.

« C'est un gars très brillant, ça il y en a beaucoup dans la fonction publique. Lui c'est un brillant qui décide. C'est plus rare », dit André Dicaire, mandarin grande pointure lui-même.

« Je ne pense pas que c'est utile de se confronter avec M. Landry, surtout quand il y a du monde autour. Comme je ne le fais pas souvent, quand cela arrive, je pense qu'il écoute », dit M. Saint-Gelais. « On ne dit pas assez souvent que bien des succès du secteur privé sont redevables à un secteur public de qualité. Nos standards d'éducation, de santé, de relations de travail sont élevés. Si c'était différent, on aurait de la misère à attirer des investissements », ajoute-t-il.

Sa préoccupation de la perception du secteur public est omniprésente, « il y a eu plusieurs années où si j'étais au secteur public tu n'étais pas bon. Trop de déficits, de fonctionnaires... » laisse-t-il tomber, confiant que cette période est révolue.

# Le Bloc québécois a 10 ans

S'il y a échec, soutient Gilles Duceppe, c'est celui du fédéralisme



GILLES DUCEPPE

OTTAWA — Non, les dix années de présence du Bloc québécois à Ottawa ne sont pas un échec, martèle Gilles Duceppe dans son bureau de l'édifice du centre au parlement fédéral. Ceux qui le prétendent, estime-t-il, ne se sont pas donné la peine de faire une analyse très rigoureuse du phénomène que représente le Bloc sur la scène fédérale.

« La démocratie, confie-t-il à *La Presse*, ce n'est jamais un échec. C'est un fait tout à fait exceptionnel et unique en démocratie que de voir un parti qui par trois fois dit aux gens qu'on ne prendra pas le pouvoir et qui finit premier au Québec lors des trois dernières élections. On n'a jamais vu ça. »

Le Bloc québécois se réunit en conseil général aujourd'hui à Sorel-Tracy. Gilles Duceppe discutera et adoptera avec les délégués un plan d'action pour l'an 2001-2002. Le premier ministre Bernard Landry prendra la parole et l'on « soulignera » en soirée le dixième anniversaire du parti.

Alors que tout le monde se souvient que la formation dirigée au début par Lucien Bouchard ne devait faire qu'un court passage à Ottawa, ne voilà-t-il pas que les années ont passé, que plusieurs des députés du Bloc sont restés suffisamment longtemps aux

Communes pour toucher une pension à leur retraite et que la souveraineté du Québec n'est pas encore réalisée.

Gilles Duceppe, qui en parlant contemple les fleurs de lys sculptées au plafond de son bureau — un bureau naguère occupé par Preston Manning — reconnaît « tout à fait » que le Bloc est là depuis plus longtemps qu'il ne l'aurait souhaité. Mais il soutient que la formation souverainiste a encore un rôle majeur à jouer dans la défense des intérêts du Québec à Ottawa.

« L'échec, dira-t-il, c'est l'échec du fédéralisme. Si les autres partis politiques répondaient vraiment à la volonté des Québécois et des Québécoises, nous ne serions pas encore là. S'il y a 40 % au Québec des gens qui nous ont donné leur appui à la dernière élection, ça signifie toujours bien quelque chose. Aurait-il été sain en démocratie que 40 % des Québécois ne trouvent pas de porte-parole pour les représenter ? »

« Dix ans dans la vie d'un homme ou d'une femme, enchaîne M. Duceppe, c'est beaucoup. Mais dix ans dans la vie d'un peuple, c'est peu. »

Le bilan de sa formation en Chambre est là pour démontrer l'utilité du Bloc à Ottawa, soutient l'ancien dirigeant syndicaliste. Il rappelle, en guise d'exemple, l'épisode récent de la loi sur les jeunes contrevenants. « Sans le Bloc, dit-il, qui aurait parlé pour le Québec ? S'il y a un consensus qui a été reflété ici à Ottawa sur cette question, ça a été par le Bloc québécois. Trente-six députés libéraux se sont mis à plat ventre pour les intérêts de leur parti ; ils n'ont pas défendu les

intérêts du Québec. Ils ont défendu les intérêts du parti libéral qui veut aller chercher des votes dans l'Ouest. »

« Il n'y aurait pas eu de changements non plus sur l'assurance-emploi, ajoute le chef bloquiste, si nous n'avions pas été là, pas de rapatriement de la main-d'œuvre. Il n'y aurait pas eu de changement sur le crime organisé ou sur les coûts du référendum. »

Et qui a forcé le gouvernement libéral à faire preuve de plus de transparence et à démocratiser davantage le processus du Sommet des Amériques, demande Gilles Duceppe ? Qui a alimenté les débats au Parlement sur la citoyenneté, l'assurance-emploi, les jeunes contrevenants ? Qui a lancé le débat sur l'union monétaire ? « C'est le Bloc, affirme M. Duceppe. Au départ, on nous traitait d'hurluberlus. Je me suis fait traiter de tous les noms. Depuis ce temps, les débats se font. »

Alors ce soir, ce n'est pas tant une célébration qui se déroulera à Sorel-Tracy qu'une manière de marquer le coup. « Nous soulignons... dit Duceppe. Nous avons fait un bon travail. Imaginons que nous ne soulignons pas cet anniversaire, tout le monde nous courrait après pour nous demander pourquoi nous ne parlons pas de nos dix ans. »

Bien sûr, même s'il recueille l'appui de 40 % des Québécois — des chiffres qu'environnent les Joe Clark, Stockwell Day et Alexa McDonough —, rappelle Gilles Duceppe, le Bloc est passé de 44 à 38 députés lors des élections de novembre dernier. « C'est le jeu électoral, explique M. Duceppe. Il aurait suffi de 2 % d'électeurs de plus aux urnes

pour que l'on obtienne six députés de plus qu'en 1997. Puis il y a eu le contexte, le dossier des fusions municipales notamment. J'ai fait une bonne campagne mais j'avais beau dire n'importe quoi les dix derniers jours, la première question portait toujours sur les fusions. En 1997, j'ai fait une mauvaise campagne et j'ai eu 44 députés. La politique c'est parfois difficile à expliquer, surtout lorsqu'un récent sondage nous dit que 68 % des gens pensent au Québec que c'est le Bloc qui représente le mieux leurs intérêts à Ottawa. »

Alors, quel sera le plan de match pour l'année qui vient ? Tout en continuant à faire la démonstration, d'expliquer le chef, de la nécessité d'un Québec souverain, le Bloc entend mettre une bonne partie de ses oeufs dans la renégociation qui se prépare de l'union sociale. Les provinces sont mécontentes du dernier accord et souhaitent qu'Ottawa leur donne davantage de pouvoirs. Même un front commun des quatre provinces riches pourraient voir le jour. Le Bloc entend participer à ce genre d'ententes ponctuelles.

Le chef du Bloc québécois se dit aussi consterné par le vide législatif engendré par le gouvernement Chrétien depuis les élections de novembre 2000. Gilles Duceppe annonce aussi que son parti fera la lutte aux côtés du Parti québécois lors des prochaines élections provinciales. Et le référendum dans tout cela ? « Il faut s'y préparer », conclut le chef.

et veut se séparer... maintenant parlons affaires ! »

Après quelques semaines de négociations ultra secrètes, la Bourse des hautes technologies choisit Montréal comme point de chute au Canada.

« Il comprend ce dont les politiciens ont besoin, ce qu'ils veulent, et trouve vite des solutions, politiquement acceptables mais irréfutables sur le fond, sur le plan technique », observe Raymond Bréard, ancien chef de cabinet de Bernard Landry, devenu le directeur général du PQ. « Il règle les problèmes, c'est un créatif qui trouve des solutions, il connaît bien toutes les ficelles », ajoute l'ancien bras droit de Lucien Bouchard, Hubert Thibault, vice-président de Desjardins.

« Ce n'est pas faire de la politique, mais il s'agit de se dire que le gouvernement veut aller là... on y va... », résume le jeune mandarin. Politiquement, « je n'ai pas l'impression d'être d'une orientation plus qu'une autre. Je veux aider le Québec », laisse-t-il tomber. Il ne se fait pas d'illusions toutefois « si un nouveau gouvernement était élu, ils prendraient quelqu'un qui n'a pas des liens aussi serrés avec la précédente administration, c'est normal. »

Le boulot d'un secrétaire général ? « D'abord dire ce qu'il pense », réplique spontanément Saint-Gelais. Aussi, le grand mandarin doit s'assurer que les réunions hebdomadaires du Conseil des ministres se déroulent sans anicroches. On évite de laisser un ministre arriver avec un mémoire contentieux, les nombreux comités sectoriels et le comité des priorités sont autant de tamis, d'antichambres utiles pour éviter les conflits.

« Décider » aussi. « Si tu ne décides pas quelque chose, quelqu'un va le décider », lance Saint-Gelais, pour qui c'est avec les bonnes décisions, et non son pouvoir, qu'un

# Un printemps iranien



**LAURA-JULIE PERRÉAULT**  
collaboration spéciale  
**LA PRESSE EN IRAN**

« Les mollahs sont des chiens ! » Les mots retentissent dans la petite Renault qui tente de se frayer un passage dans le capharnaüm des rues de la capitale iranienne.

Mohammed vient tout juste de voir un homme du clergé chiflé en turban sur une motocyclette. Il devient tout à coup deux fois plus agressif derrière le volant. Il se met à zigzaguer d'un côté et de l'autre du prétre, disant à voix haute ce que serait fantastique de le happer « juste un peu ». Propos qui surprennent mais qui démontrent d'entrée de jeu qu'en Iran, pays où la liberté est toujours surveillée, le ras-le-bol commence à s'exprimer jusque dans la rue.

« Les chiens comme lui ont pris en otage mon pays, l'avenir de mon fils. Avant la révolution, j'étais musulman. Maintenant, je ne peux plus voir une mosquée sans avoir un haut le cœur », explique l'ingénieur qui fait mille et un boudoirs pour joindre les deux bouts aujourd'hui, croisant les doigts pour que tout cela change le plus vite possible. Pour qui a-t-il donc voté hier, alors que tous les Iraniens, âgés de plus de 15 ans, étaient invités à faire un choix entre neuf candidats à la présidence du pays ? Pour un mollah !

En fait, avant même les élections, les résultats étaient plutôt prévisibles : Mohammed Khatami, homme de religion réformateur qui avait récolté 70 % des suffrages en 1997, l'a largement emporté.

« Khatami sera toujours un mollah ! Il nous dit qu'il est du bord de la population, mais il est aussi du bord du clergé conservateur. Il fait des compromis avec eux, sans arrêt. Il n'a peut-être pas le choix. Il est un peu tout seul. Il a pris sous sa gouverne le pouvoir législatif et exécutif, mais le pouvoir judiciaire et l'armée, les deux bras les plus musclés de l'État iranien, lui échappent », explique Nader, un ancien fonctionnaire au chômage, en sirotant un verre de vodka allemande, qu'il s'est procurée sur le marché noir.

Depuis l'arrivée de Khatami au pouvoir, des dizaines de petits plaisirs, auparavant refusés, sont maintenant tolérés.

C'est dans l'Iran de Khatami que *La Presse* est allée se promener au début du printemps, alors que les roses et les bourgeons des arbres étaient prêts à éclore. Plutôt qu'un pays voilé, muet et soumis aux ordres d'une minorité, l'Iran est une casserole d'idées en ébullition, de gens prêts à l'action, mais qui attendent le bon moment pour débiter dans les rues comme ils l'ont fait en 1979, alors qu'ils voulaient se débarrasser du chah sans trop savoir ce qui leur pendait au bout du nez. L'Iran entière est donc une société en plein printemps, avec ce que cela comporte de jours de pluie.

Car même si depuis 1997, certains Iraniens se promènent dans les grands parcs urbains main dans la main, s'ils sortent jusqu'à tard dans la nuit dans les restaurants et les cafés du nord de Téhéran, si les familles regardent sur leurs lecteurs de cassettes des films venus de l'Inde, des États-Unis et des pays arabes, on craint et on surveille toujours au-dessus de son épaule l'arrivée d'une voiture verte remplie de membres du Komité, zélés intégristes responsables de faire respecter les lois islamiques.

Un des artistes les plus aimés a été arrêté brutalement en février parce qu'il participait à une fête que les autorités ont jugée décadente. Des dizaines d'intellectuels sont en attente de procès parce qu'ils ont signé des articles dans des journaux contestataires de l'ayatollah Khamenei et de ses proches collaborateurs.

Le régime des mollahs fait encore couler beaucoup de sang. Des intellectuels ont été pendus sur la place publique. Une actrice de films porno tournés en Iran a été exécutée en mai. La lapidation publique est souvent le moyen choisi pour ce genre de sordide besogne.

Les Iraniens marchent donc sur la corde raide, essayant de suivre le fil des réformes et des libertés nouvelles, sans pour autant mettre leur vie en péril.

Il y a dans ce tango répression-liberté un air de changement qui rappelle le printemps de Prague ou encore la perestroïka soviétique. Khatami, ce leader réformateur soutient assez bien les comparaisons avec Mikhaïl Gorbatchev, aussi issu des rangs du pouvoir établi avant d'entamer des réformes qui devaient transformer de l'intérieur le régime communiste, mais qui a subi les conséquences connues aujourd'hui.

Beaucoup d'Iraniens reconnaissent cette ressemblance. La plupart espèrent en silence, cependant, que les efforts de l'aile réformiste iranienne n'ouvriront pas la voie à un éclatement encore plus grave de leur économie déjà fragile et de leur complexe tissu social.

Le président réformateur de l'Iran, Mohammed Khatami, a tout un défi à relever. Il doit jongler avec un pays en plein réveil dans lequel la voix de la droite religieuse, qui tient toujours les rênes du pouvoir, est graduellement étouffée par les cris de la génération montante qui demande de plus en plus de liberté. Printemps explosif au royaume de l'islam politique, a constaté sur place Laura-Julie Perreault, lauréate de la bourse Nord-Sud, octroyée par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.



À Chiraz, des milliers de personnes travaillent dans le bazar, centre névralgique de l'économie iranienne, mais aussi endroit de rencontres des jeunes chômeurs, de plus en plus nombreux.

# La jeunesse, une bombe à retardement

Forough, brunette de 16 ans, se lève tous les matins à 4 h 30, les yeux embués de son étude terminée à 1 h. Les examens qui décideront de son sort et de celui de millions d'autres jeunes de son âge ne sont pourtant que dans un an et demi. Le blitz de dernière minute à la veille des tests n'existe pas en Iran.

L'étude intensive, qui dure déjà depuis plus d'un an, est pour la jeune femme un vrai mode de vie. Elle a quitté sa maison d'Abadan, où elle était un peu à l'étranger avec ses cinq frères et sœurs, pour s'installer à Chiraz. Les écoles préparatoires y sont meilleures, dit-elle.

Forough ne rêve que d'une chose : décrocher une place à l'université. Mais ce ne sera pas facile. Deux millions d'appelés chaque année pour 30 000 retenus. La joute est dure, très dure, pour espérer décrocher ensuite un emploi dans un pays où le chômage frôle les 30 %.

Bon an, mal an, les autorités rapportent des dizaines de suicides après les examens. La plupart sont des jeunes femmes. « Pour nous, les études, c'est le début de notre indépendance », confie Pegah, de deux ans l'aînée de Forough, étudiante en médecine à l'Université d'Ispahan. « Si tu n'étudies pas, si tu n'as pas d'emploi, tu restes à la maison et tu es la servante de ton mari », rit-elle, en brossant ses interminables cheveux noirs qu'elle garde cachés toute la journée par le marnahé, un foulard qui tient seul sur la tête, tout en couvrant le cou, et que les étudiantes ont l'obligation de porter. Elle enfle aussi un long manteau brun qui lui flatte les chevilles. En dessous ? Un t-shirt coloré, des jeans serrés, des bottines à talons hauts.

« Et par rébellion, je pousse le marnahé le plus loin possible. Ça me permet de montrer mes cheveux à l'avant. Ça fait enrager mes professeurs », raconte la jeune femme, dans la maison de sa famille, en banlieue d'Ispahan, où elle peut faire ce que bon lui semble.

Beaucoup de choses causent des maux de tête au personnel enseignant, car les étudiants, qu'ils soient à Ispahan, à Chiraz, à Téhéran ou à Yazd en ont assez de voir leurs gestes épiés et se permettent de le dire à voix haute.

« Les profs s'arrachent les cheveux sur la tête quand nous nous lançons dans de grandes discussions politiques. Nous sommes pour la séparation de l'État et de la religion. Ils essaient de nous convaincre du contraire. Ça donne lieu à de véritables batailles verbales », commente Reza, étudiant à la maîtrise à Chiraz.

## Le mollah des amours

La seule prononciation du mot « mollah » fait frémir la plupart des Iraniens. Ces grands manitous de l'islam, garants du pouvoir depuis la révolution de 1979, ont encore moins la cote parmi la jeune génération. Pourtant, à Chiraz, si vous dites le nom de mollah Sadra, vous verrez des milliers de sourires de connivence apparaître sur les visages des 14-20 ans.

Et ce n'est pas parce que l'homme de mosquée est mort depuis bien longtemps, laissant derrière lui un impressionnant ensemble de livres à teneur philosophique, plutôt que religieuse.

Mais bien parce que la rue la plus achalandée de Chiraz porte le nom du défunt savant de l'ancienne Perse et que c'est dans cette rue que garçons et filles font connaissance.

Le coup d'oeil est assez impressionnant dans ce pays qui s'évertue à compliquer les rapports et les rencontres entre les sexes. Les autobus sont divisés en deux. Il est interdit pour une jeune femme non mariée de se déplacer seule avec un homme qui n'est pas de sa famille.

Dans cette rue bordée de magasins d'électronique, de cafés Internet et de librairies, les jeunes déboulent. Les garçons ont enfilé leur plus beau veston ou leur manteau de sport Nike, dont ils sont plus que fiers.

Les filles ont pris le soin de se maquiller. Quelques mèches de cheveux dépassent de leur foulard, parfois même une tresse en entier, comble de la libéralisa-

tion. Elles complètent leur tenue avec leur plus beau manteau, qu'elles doivent porter pour respecter le hejab — habillement modeste obligatoire en Iran aussi bien pour les Iraniennes que pour les journalistes étrangers.

Tous ces beaux jeunes défilent donc, en mouvements de va-et-vient interminables, dans cette rue bondée. Les garçons lancent des commentaires à haute voix pour attirer l'attention des filles. Celles-ci leur sourient parfois. Ils échangeront une heure plus tard des regards chargés. Ce flirt ambulant prendra fin lorsqu'un numéro de téléphone parviendra à la jeune fille.

Parfois, ils rentreront en contact ; la demoiselle faisant la plupart du temps le premier appel. Ils se reverront avec des amis, dans une fête, où ils feront plus ample connaissance. Il y aura de la musique occidentale, du bandari, une musique du Sud qui fait danser à peu près tous les Iraniens. Il y aura peut-être un peu d'alcool : du vin, de la bière ou de la vodka.

Si leurs familles respectives ont l'esprit ouvert, les jeunes amoureux pourront se fréquenter, se promener dans les jardins de Chiraz ensemble, le plus discrètement du monde.

Ils s'embrasseront sûrement, en cachette. Et seul Allah sait si un jour, ils uniront leur destinée, devant Dieu, l'ayatollah Khamenei et la république islamique d'Iran.

Tout cela grâce à mollah Sadra.

Le mouvement étudiant a défrayé la manchette à maintes reprises dans les deux dernières années, car les jeunes, organisés en une myriade d'associations, ont manifesté à visage découvert contre la machine de terreur du pouvoir central. « Après les manifestations, mes collègues sont revenus à l'école, les yeux noirs, avec des jambes et des bras cassés. Ils en sont encore fiers. La prochaine fois, je serai là, moi aussi ! Ou je serai au Canada pour dire aux gens ce qui se passe ici », s'exclame Pegah.

Les troupes dissidentes grossiront sûrement à vue d'oeil, puisque plus de 60 % de la

population du pays a moins de 25 ans. Le poids démographique de cette génération née après la révolution inquiète le régime intégriste. Plusieurs soupçonnent même que la montée de Khatami à la présidence a été ni plus ni moins un moyen de contenir les ardeurs de ces jeunes.

Malgré cela, la rareté de plus en plus alarmante des emplois et la difficulté grandissante de faire des études supérieures n'aident certes pas à calmer les esprits.

M. T. Oloumi, un psychologue de Yazd, remarque que cette génération a bien d'autres problèmes. Les jeunes au chômage et laissés-

pour-compte d'un système qui n'a pas planifié l'arrivée massive des bébés de la révolution, sont les passeurs prédestinés des marchands de drogue.

L'héroïne, qui vient d'Afghanistan et du Pakistan, court dans le pays. Une dose se vendait tout juste 3 \$ dans le bazar de Téhéran lors de notre visite. À Montréal, la même dose se vend entre 40 à 50 \$. Le gouvernement est inquiet de cette situation et tente tant bien que mal de faire de la prévention sur de grands panneaux installés en bordure des autoroutes. Peine perdue, les héroïnomes se comptent par millions en Iran.

Un autre phénomène cause des cauchemars au régime intégriste : les jeunes ne se marient plus. Le coût trop élevé du mariage traditionnel en convainc plusieurs de rester le plus longtemps possible chez leurs parents. Lors de l'union, la famille du jeune homme doit fournir une maison, une automobile et le minimum vital. La famille de la jeune femme achète les meubles. Puisque 53 % des Iraniens vivent sous le seuil de la pauvreté, il n'est pas surprenant que cette célébration ne soit plus à l'ordre du jour.

Soucieux de voir les jeunes ménages se former, le gouvernement a organisé en mars une célébration commune de quelques milliers d'unions conjugales dans un stade. Les disciples du révérend Moon sont sans doute enchantés d'apprendre cela.

Si la majorité des jeunes rencontrés en avaient assez de la charia (loi islamique) et de devoir surveiller leurs moindres comportements de manière à ne pas attirer l'attention de la police, d'autres participent activement à la survie du régime des ayatollahs.

Ils ont un nom : les *basijes*. Ils sont les papiers percés qui dénoncent leurs voisins qui organisent des fêtes un peu trop arrosées ou qui possèdent une antenne parabolique. La majorité des Iraniens les comparent à des parasites.

Mais la tâche ingrate des basijes est fort bien payée. Qui dit basije, dit entrée garantie à l'université sans examens traumatisants. Les voix d'Allah sont pénétrables pour eux.

Ces dénonciateurs se font discrets la plupart du temps. Ils sortent fièrement dans la rue lors des fêtes religieuses et les fêtes nationales reliées à la révolution, dont le 22 Barham, journée commémorative de l'arrivée de l'ayatollah Khomeyni au pouvoir. Autour du cou, ils portent le foulard noir et blanc que portaient aussi les soldats iraniens morts à la guerre pour la gloire d'Allah.

Cette année, ils étaient 300 000 à se pointer le nez pour la grande fête de la révolution. Les femmes étaient drapées dans leur tchador noir, les hommes intégristes portaient la barbe. Mais les observateurs avertis ne se sont pas laissés impressionner par ce bain de foule : il y a 10 ans, ils étaient 3 millions à participer à la manifestation.

# Coups de feu sur fond de ruines

La guerre Iran-Irak fait encore des ravages

BANG ! BANG ! Coups de feu qui glacent le sang. Kazem, un habitant d'Abadan, ville du sud de l'Iran, regarde sa montre. Vingt-trois heures et des poussières. L'heure où les soldats iraniens et les Moudjahidin, principaux opposants organisés du régime des ayatollahs, se souhaitent un morbide bonsoir.

Les premiers sont du côté iranien, sur les rives de la rivière Arvand. Les autres sont en Irak et contemplant les mille manières de traverser le Chatt-al-Arab pour prendre possession d'Abadan et de la province du Khuzistan, zone pétrolière d'importance capitale.

Ils ne sont en fait qu'à des dizaines de mètres les uns des autres, se disputant au-dessus du cours d'eau qui fut à l'origine de la guerre Iran-Irak. Ce conflit de huit ans a emporté dans son sillage meurtrier plus de 300 000 Iraniens et tout autant d'Irakiens. Des milliers étaient originaires d'Abadan, se rappelle Kazem. Aujourd'hui, leurs photos sont alignées dans les cimetières qui sont réservés aux victimes de la guerre.

Cette guerre, finie il y a un plus de 10 ans, est encore présente partout sur les murs d'Abadan, une ville assasinée deux fois et qui n'en finit plus depuis de rendre l'âme. Aujourd'hui, avec ses 300 000 habitants, elle ne compte plus que la moitié de sa population d'avant-guerre. L'hiver, avant la révolution, se rappelle l'oncle de Kazem, la population de la ville atteignait facilement le million puisque le gel s'abat sur tout l'Iran, mais jamais sur Abadan.

Le cœur d'Abadan a été atteint pour la première fois en 1978. À l'époque, elle était la ville la plus gaie de l'Iran entière. Même si elle était sous le joug des Anglais qui y contraignaient le pétrole, on y faisait le bon vin, la musique et l'art, comme dans les poèmes d'Omar Khayyam. Des milliers d'Arabes et d'Irakiens y travaillaient. Les samosas de Bombay et les chélo-kebab à l'iranienne y cohabitaient.

Puis, un jour, en août 1978, alors que des centaines de personnes regardaient un film dans un des nombreux cinémas de la ville, un incendie a éclaté. Les gens affolés ont vite réalisé qu'ils étaient enfermés dans le cinéma Rex. Bilan : 400 morts. « Abadan est un peu morte ce jour-là. Je me rappelle, c'était la folie. Moi, je n'étais qu'un enfant, mais ça m'a fait mal », raconte Kazem.

Les Abadaniis, à qui l'on avait laissé entendre que l'incendie meurtrier était l'oeuvre du chah, ont vite joint le mouvement national de la révolution. Les groupes de gauche y étaient particulièrement forts. Mais ils ont vite compris que le vent n'allait pas tourner du bon côté.

Des centaines de jeunes idéalistes, comme Mandana, âgée aujourd'hui de 40 ans, ont passé quelques années en prison pour avoir participé aux activités de groupes de résistance. C'est son association aux Moudjahidin qui a valu à Mandana son emprisonnement de quatre ans, dans un pénitencier bondé d'ennemis et de mères exaspérées.

Elle révèle ses souvenirs comme on égrène un chapelet, un après l'autre, pensivement. « Je ne m'associerais plus jamais avec les Moudjahedins. Leurs idées sont trop radicales, ils sont détestés partout en Iran et surtout dans le Sud où ils ont tué des gens de leur propre

nationalité », raconte celle qui est devenue traductrice depuis sa libération.

Même la population non politisée d'Abadan a goûté à la médecine des nouveaux dirigeants. « Quand l'ayatollah est arrivé au pouvoir, il a voulu mettre à sa main Abadan la rebelle. Il a fermé les cinémas, les théâtres, les restaurants. Les étrangers sont partis, c'était terrible », termine-t-elle.

Mais rien ne pouvait se comparer en horreur à ce qui allait se produire par la suite, quand la première attaque irakienne a surpris Khorramchahr, la bourgade voisine, la rasant presque entièrement. Abadan a été la cible suivante. Rapidement, les habitants de la région ont compris que ça allait durer et ils sont partis pour d'autres villes.

Chiraz, en particulier est devenue leur deuxième logis, alors que des hommes et des adolescents improvisés soldats mouraient au milieu d'Abadan en menant la « guerre impo- ». Les plus croyants étaient certains d'aller au paradis. Les autres serraient les dents et espéraient survivre.

« J'ai échappé à la guerre parce que j'avais un problème d'oreille. J'ai fait mes études à Chiraz, j'y ai trouvé un emploi, mais après la guerre, j'ai voulu revenir pour la rebâtir. C'était une erreur ! Le gouvernement sait que même maintenant, Abadan ne partage pas ses opinions, alors il refuse d'investir pour la reconstruire. Il ne reste que la raffinerie, qui fait travailler la moitié de la ville », expose Kazem.

### Paysage d'après-guerre

Un tour d'Abadan suffit pour illustrer les propos de l'homme de 35 ans. Abadan semble être sortie de la guerre hier matin avec ses maisons en ruines, des rues plines de crevasse, des trous de projectiles dans tous les murs, son centre-ville animé seulement par le bazar. L'air sent la poussière et le pétrole.

Il n'y a plus d'étrangers et très peu d'Iraniens. La minorité arabe, pauvre, qui habite depuis longtemps la région et qui n'avait nulle part où fuir, elle, est restée. Ces paysans, qui vivaient jadis en périphérie, ont transformé les anciennes villas des riches Perses, bombardées par les intégristes iraniens eux-mêmes, en demeures de fortune. Les femmes y élèvent du bétail pendant que les hommes vont pêcher dans le golfe Persique.

« Pour nous, il n'y a plus grand-chose à faire. Abadan est une ville fantôme », continue la femme de Kazem, Fereshete, qui travaille en tchador tous les jours à la raffinerie, même quand le mercure grimpe jusqu'à 45 degrés. Heureusement, pour eux, il y a la famille, la très grande famille, qui les tient occupés et l'idée d'une Abadan resplendissante qui pourrait renaître.

En attendant, à 23 h, tous les soirs, Fereshete et Kazem regardent leurs montres. Ils maudissent les Moudjahidin qui tirent aujourd'hui sur les soldats iraniens, pour la plupart des jeunes au début de la vingtaine qui subissent contre leur gré leur service militaire. « Si c'est ce genre de groupe-là qui vient nous sauver des mollahs, je ne suis pas sûr que je veux changer de leader », conclut la jeune femme de 31 ans, en servant sur la nappe du salon une assiette de poisson tirée du Chatt-al-Arab. Pardon ! De la rivière Arvand.



Rêveur, un pêcheur d'Abadan regarde de l'autre côté de la rivière Arvand, la côte de l'Irak.

Bassijs et fier de l'être. Ce jeune homme arbore fièrement le foulard des supporters du régime intégriste de l'Iran.

# Diffusion publique des photos de la jeune Katerine

## Son père espère ainsi retracer ses agresseurs

KARINE TREMBLAY

ESPÉRANT donner un nouveau souffle à l'enquête policière et ainsi retracer la ou les personnes qui ont agressé sa fille cadette, le père de la jeune Katerine, 17 ans, retrouvée inconsciente dans le stationnement de la compagnie Sitel Canada, à Montréal le 12 mai dernier, a accepté de diffuser publiquement une photo de sa fille.

« J'espère ainsi qu'on pourra épingle les responsables. Ils sont toujours en liberté, ils peuvent recommencer n'importe quand », a commenté le père de Katerine, Robert, d'une voix posée mais l'oeil triste. Il a préféré taire son nom de famille.

Le commandant Mario Plante, chef de la section des enquêtes criminelles au centre opérationnel sud du SPCUM, souhaite qu'à la suite de la diffusion de la photo de Katerine, de nouvelles informations fournies par le public permettront de faire progresser l'enquête.

« Depuis le début de cette affaire, on a reçu une dizaine d'appels qui nous ont permis d'avancer un peu, mais nous sommes au point où il nous faut en savoir davantage pour continuer. La victime n'est pas en mesure de nous dire quoi que ce soit et nous n'avons

pas de témoins de ce qui s'est passé », a indiqué le commandant Plante, refusant d'émettre toute hypothèse et de révéler tout détail pouvant compromettre le travail des enquêteurs.

Il a par ailleurs refusé de dire si la jeune Katerine avait été ou non agressée sexuellement. Celle-ci est toujours hospitalisée et se trouve dans un coma vigile. « C'est-à-dire qu'elle respire par elle-même, elle a les yeux ouverts, mais elle n'est pas là, explique son père. Elle ne semble pas nous voir, elle ne réagit pas à ce qu'on lui dit et son côté droit est un peu plus touché. Parfois, elle semble souffrir, elle fait des grimaces ou des gestes de défense, mais on ne sait pas ce qu'elle vit exactement. C'est difficile de voir son enfant comme ça ; c'était une fille enjouée. Mais sa récupération est normale, selon les neurologues. Ils disent que plus elle parlera rapidement, moins elle gardera de séquelles. »

Le père de l'adolescente s'explique mal ce qui a pu arriver à sa fille. « J'ai vu Katerine la veille de sa disparition. Sa grand-mère venait de mourir. Nous avons pleuré ensemble, dans les bras l'un de l'autre. Rien ne pouvait me laisser prévoir ce qui allait se passer. À l'adolescence, on a eu un peu plus

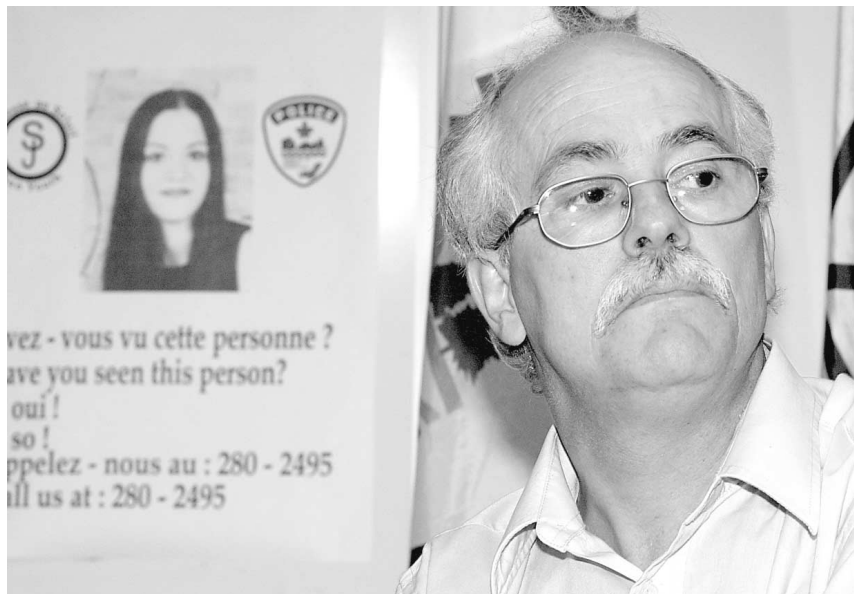


Photo ALAIN ROBERGE, La Presse©

**Le père de la jeune Katerine, Robert, souhaite que la diffusion de la photo de sa fille aide les enquêteurs à faire la lumière sur l'agression dont elle a été victime.**

de difficulté avec elle qu'avec nos deux autres enfants, mais, depuis un an, ça allait très bien », raconte-t-il.

Trouvée inerte et gravement blessée le 12 mai dernier dans le stationnement de Sitel, boulevard de Maisonneuve Ouest, la jeune Katerine avait été portée disparue par sa famille le 28 avril. Elle n'ha-

bitait plus le domicile parental situé dans la région des Cantons-de-l'Est. Ce n'est que lorsque les médias ont diffusé des photos de ses tatouages et de ses vêtements que le lien s'est tissé entre la jeune fille disparue et celle retrouvée non loin de la station de métro Vendôme.

Le père de Katerine ne sait pas encore s'il portera plainte en justice

contre l'employé de la compagnie Sitel qui a attendu trois heures avant d'informer les policiers qu'une femme inconsciente gisait dans le stationnement de l'entreprise.

« Quand j'ai appris ça, je ne l'ai d'abord pas cru. Ça me dépasse. On ne ferait même pas ça à un animal! J'ai peine à comprendre qu'une personne ait attendu si longtemps avant de simplement composer le 911 sur son téléphone. Mais pour l'instant, ce n'est pas ma priorité de m'occuper de ça. J'espère juste qu'on va arrêter le ou les coupables. Et j'ai hâte que ma fille aille mieux », indique-t-il.

Il précise par ailleurs que les nombreuses lettres d'appui reçues et la sollicitude de l'organisme Jeunesse au soleil, qui apporte son soutien à la famille, mettent un peu de baume sur la souffrance que lui et les siens vivent.

Toute information concernant Katerine et pouvant aider à faire la lumière sur l'agression dont elle a été victime, peut être transmise au (514) 280-2495. Un donateur anonyme a par ailleurs remis 5000 \$ à Jeunesse au soleil, somme qui pourrait éventuellement servir à dédommager toute personne qui fournirait des informations conduisant à l'arrestation du ou des suspects.

# Un parc-école pour les élèves de Charles-LeMoine

KARINE TREMBLAY

L'ANNÉE SCOLAIRE n'est pas encore terminée que, déjà, les élèves de l'école Charles-LeMoine rêvent au mois de septembre.

C'est que, pour la rentrée scolaire, on leur a annoncé l'inauguration d'un parc-école.

Banal ? Pas pour les 600 jeunes écoliers qui, jusque-là, passaient leurs récréations dans la « fosse », une minuscule enceinte bétonnée de 300 pieds, cerclée d'une grise muraille de 11 pieds.

« Avant, on était comme dans une cour de prison. Maintenant, enfin, on peut courir ! », témoignait hier la jeune Laetitia, neuf ans, appuyée par plusieurs de ses camarades tout aussi ébahis qu'elle de pouvoir enfin profiter d'un plus grand espace de jeu.

S'il n'est pas encore aménagé, le parc-école se laisse deviner par les écoliers, puisque le tronçon de la rue Mullins qui se trouve face à l'école est depuis hier fermé à la circulation. Les enfants peuvent désormais y jouer lors de la récréation.

« Après 20 ans d'efforts, c'est un premier pas vers un parc-école et c'est ce qu'on souligne aujourd'hui », indique la commissaire de Pointe-Saint-Charles, Jacqueline Montpetit.

Éventuellement, la rue sera gazonnée, tout comme le terrain qui se trouve juste en face de l'école, acquis par la commission scolaire en 1998. Auparavant, le terrain vacant doit être décontaminé, puisque des réservoirs d'huile et des matières résiduelles s'y trouvent encore. Des infrastructures d'amusement seront finalement installées.

Partenaires dans ce projet, la Ville de Montréal et la Commission scolaire de Montréal (CSDM) embarquent maintenant dans la deuxième phase de réalisation, phase pour laquelle il leur faut trouver 150 000 \$ additionnels à la somme de 400 000 \$ qu'ils ont déjà réunie. « Des démarches pour obtenir une subvention du ministère de la Métropole sont entreprises à cet égard. Nous sommes confiants », indique M<sup>me</sup> Montpetit.

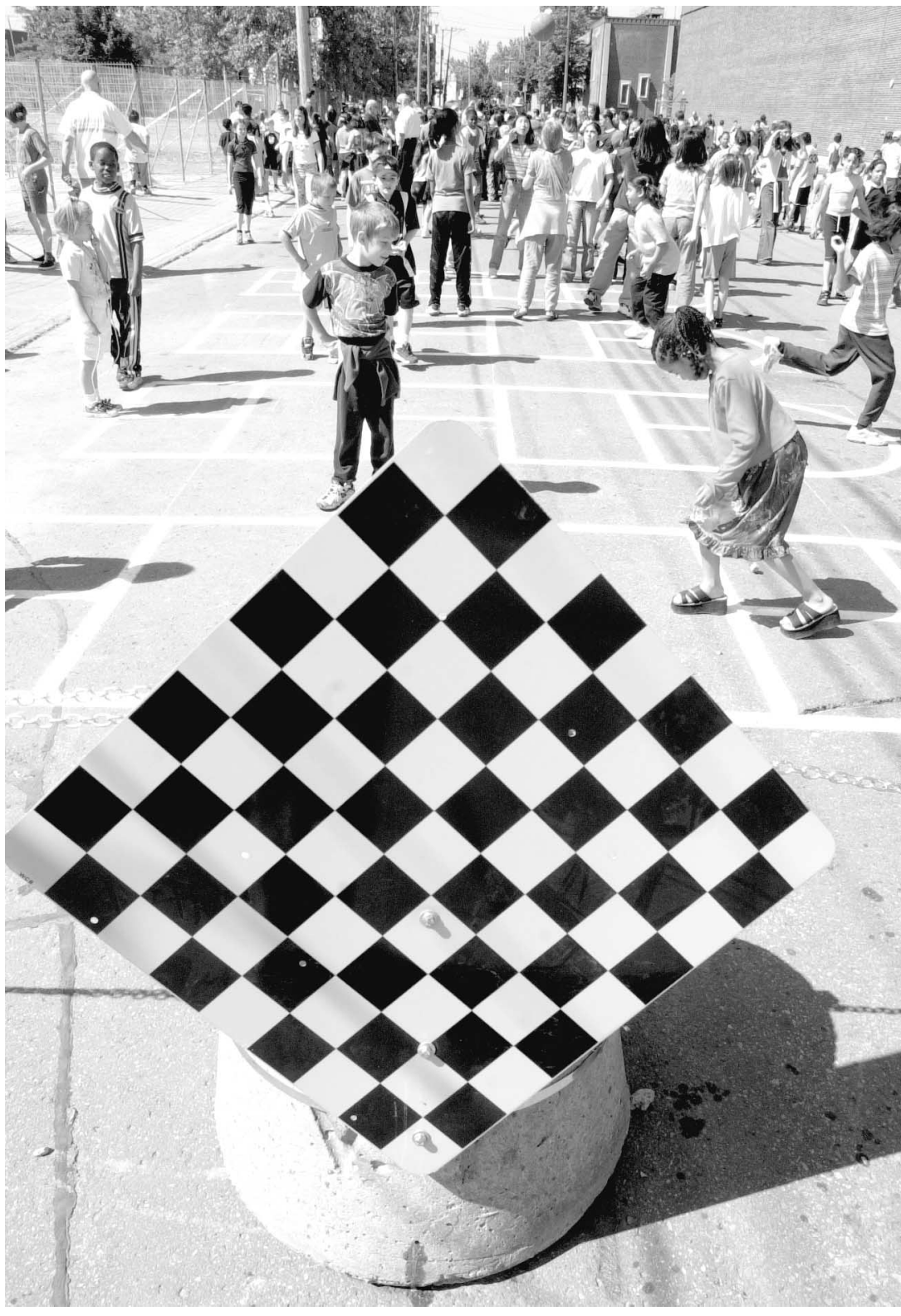
Président le comité de la cour d'école Charles-LeMoine, Sylvain Larose se montre lui aussi optimiste en disant qu'il y a une ferme volonté, à la mairie comme à la commission scolaire, de doter l'école d'un parc digne de ce nom.

Citoyen du quartier Pointe-Saint-Charles, M. Larose mène bataille depuis maintenant sept ans avec l'appui d'autres parents. Et même si ses enfants ne fréquentent plus l'établissement scolaire de la rue Mullins, il a l'intention de se battre jusqu'au bout. « C'est trop important. On a vaincu un tas d'obstacles au fil des ans. J'espère que tout sera terminé en septembre. Tant que le parc-école ne sera pas aménagé, je ne lâcherai pas », souligne-t-il.

Tous ne sont cependant pas si optimistes. Mère de deux enfants fréquentant l'école Charles-LeMoine, Johanne Beaulé a elle-même étudié dans cet établissement lorsqu'elle était jeune. Elle garde un mauvais souvenir de la « fosse ». « Je suis contente que ça bouge enfin ; j'espère juste qu'il ne faudra pas attendre un autre 20 ans avant de voir naître le parc une fois pour toutes. C'est une nécessité pour les enfants de pouvoir s'amuser et se dégourdir », soutient M<sup>me</sup> Beaulé.

Autour, les jeunes lui donnent raison. « C'est notre rêve. Lorsque j'étais en maternelle, on nous avait dit que notre cour d'école allait changer. Aujourd'hui, je suis en quatrième année et ça arrive enfin », déclare Ariane, dix ans.

Les nouvelles infrastructures, du reste, profiteront à l'ensemble de la collectivité. « Il ne faut pas se le cacher, Pointe-Saint-Charles est un quartier défavorisé. La mise en place d'un parc-école va profiter à tous les citoyens du coin, au centre de la petite enfance et aux organismes communautaires qui se trouvent autour. Je pense que ça peut donner un bon élan pour revitaliser le secteur », souligne la présidente de la CSDM, Diane De Courcy.



Robert Skinner, La Presse©

**Fermée à la circulation, la rue Mullins est désormais le terrain de jeu des 600 élèves de l'école Charles-LeMoine, qui ont hier goûté leur toute première récréation hors des murs bétonnés de la « fosse ».**

| AGRESSION DU JEUNE LIVERNOCHE |

# Bastien dit avoir cédé à ses pulsions sexuelles

MARCEL LAROCHE

DES FANTASMES sexuels avec de jeunes garçons, marqués par des images où il joue le rôle du « boss » pour satisfaire ses pulsions perverses avec ses victimes semblent monnaie courante dans l'esprit de Mario Bastien.

C'est du moins l'essentiel du témoignage rendu hier par cet individu accusé du meurtre prémédité du petit Alexandre Livernoche, 13 ans, survenu dans une sablière de Sorel-Tracy.

Même s'il admet avoir un problème de pédophilie depuis l'âge de 18 ans, Mario Bastien affirme qu'il a toujours réussi à résister à ses pulsions sexuelles.

Du moins jusqu'au soir du 4 août 2000, où il a attiré le jeune Livernoche dans une remorque garée

près de la voie ferrée pour l'agresser sexuellement, avant de le frapper de 14 coups de couteau et de l'enterrer vivant.

Pressé de questions par M<sup>e</sup> Denys Noël, du ministère public, qui l'interrogeait sur ses fantasmes sexuels, Bastien a avoué avec réticence avoir cédé à ses pulsions en s'attaquant au jeune Livernoche.

« C'est arrivé dans le pit de sable et non dans la van, je l'ai touché et je l'ai masturbé, mais je l'ai jamais entraîné avec une corde au cou comme un chien », de répéter à maintes reprises l'accusé de 29 ans.

À ce moment, le procureur de la Couronne l'a confronté avec sa confession sur vidéo faite à la police le 9 août 2000, soit exactement cinq jours après l'assassinat d'Alexandre Livernoche, dans laquelle il raconte en pleurant avoir utilisé une corde

pour traîner le garçonnet jusqu'à la sablière.

Après avoir nié la véracité des conversations téléphoniques qu'il a eues avec Denis Alarie et Claudette Champagne quelques jours après son arrestation l'an dernier, Mario Bastien a cependant avoué être très attaché au jeune fils de ce couple d'amis, un petit garçon de 4 ans qu'il avait l'habitude de garder.

Enfin, la poursuite a terminé le contre-interrogatoire de Bastien en lui faisant dire qu'il avait souvent menti dans cette sordide affaire de meurtre, même au juge Réjean Paul qui préside le procès devant jury, au palais de justice de Longueuil.

Le procès se poursuit lundi matin avec le témoignage du docteur Édouard Beltrami qui a procédé à l'évaluation psychiatrique de Mario Bastien.

# Mathieu voulait taxer les dénominations anglaises

RAYMOND GERVAIS

UNE TAXE spéciale pour les commerces dont la raison sociale est unilingue anglaise. Telle est la suggestion faite par Rhéal Mathieu, 54 ans, à la Société Saint-Jean-Baptiste-de-Montréal le 12 octobre dernier.

Mathieu fait présentement face à une kyrielle d'accusations à la suite d'attentats à la bombe incendiaire et de méfaits contre des commerces au nom de la Brigade d'autodéfense du français (BAF).

Hier matin, la Couronne, représentée par M<sup>e</sup> Jacques Dagenais, a fait entendre un enregistrement provenant d'une surveillance par écoute électronique. La police de la Communauté urbaine de Montréal avait obtenu un mandat de la Cour pour placer sous écoute la ligne téléphonique terrestre et cellulaire de Mathieu. Ce dernier faisait d'ailleurs l'objet d'une filature permanente de la police.

Dans l'enregistrement, Mathieu téléphone à la SSJB et demande de

parler à son président, Guy Bouthillier. M. Bouthillier est toutefois absent et Mathieu raconte finalement son histoire à une employée de la SSJB affectée aux communications. Mathieu suggère que la SSJB fasse pression sur Québec pour la création d'une taxe spéciale qui serait imposée uniquement aux commerces dont la raison sociale est unilingue anglaise.

Plus tôt dans l'avant-midi, deux agents de la section filature du SPCUM sont venus préciser à la cour qu'ils avaient vu Mathieu à l'intérieur du café Internet La Tribune. Un des agents a précisé l'avoir vu devant un ordinateur, tandis qu'un autre a affirmé l'avoir suivi à l'intérieur d'un pavillon de l'Université du Québec à Montréal, jusqu'au bar JM-100.

Le procès de Mathieu s'est poursuivi dans l'après-midi en l'absence du jury, les avocats devant discuter de points de droit avec le juge Pierre Tessier de la Cour supérieure.

# Quand le soleil devrait s'arrimer au calendrier scolaire...



JUDITH LACHAPELLE

Quand le thermomètre s'est emballé au début mai, la frénésie s'est également emparée des champs. Des asperges du Québec, par exemple, ont tout à coup apparu en quantité sur les tablettes pour disparaître sitôt le temps frais revenu. Les producteurs de fraises ont aussi craint de les voir arriver à maturité au début juin. Eux, par contre, ne sont pas pressés de voir le mercure grimper...

Il y a deux semaines, les asperges ont tout à coup envahi les étals des épiciers. À la faveur du beau temps, les asperges du Québec sont arrivées en même temps que celles en provenance des États-Unis. Pour s'assurer que les producteurs d'ici ne restent pas pris avec leurs stocks, l'Association des jardiniers maraîchers a passé quelques coups de fil aux grands distributeurs de la province pour « nettoyer le marché » et faire la promotion des asperges du Québec, indique André Turenne.

Mais depuis que le ciel s'est couvert et que le vent fait frissonner ceux qui se baladent en sandales, les asperges ne poussent plus. « Les asperges poussent la nuit et se reposent le jour. Par temps chaud, elles peuvent pousser d'une dizaine de centimètres en une nuit », explique un producteur du marché Jean-Talon, contraint d'écouler les dernières têtes de violon du Nouveau-Brunswick en attendant sa prochaine récolte d'asperges. « On les paie maintenant 2 \$ la livre », confie un épicier, rappelant qu'il les vendait à 0,99 \$

tout de suite après la période de beau temps. Mais dès que le soleil reviendra, promet-il, les asperges suivront, tout comme les radis, les courgettes et les oignons verts.

À l'opposé, les producteurs de fraises ne sont pas plus pressés qu'il le faut de voir le temps chaud revenir. Des fraises en avance, ça fait plaisir aux gourmets, mais ça cause un casse-tête aux producteurs pour une raison très simple : qui ramassera les fraises si les élèves sont toujours à l'école ? « En fait, ce n'est pas juste un problème de main-d'oeuvre, c'est aussi un problème de transport », dit Daniel Goyer, du centre régional des Laurentides-Outaouais de l'Union des producteurs agricoles. Où trouverait-il ses 45 autobus en cette période de l'année où les écoles multiplient les sorties ? « Il y a deux ans, les fraises étaient prêtes le 8 juin. On n'a pas pu répondre à la demande avant le 21 ou 22 juin. »

S'il avait continué à faire beau, les fraises du Québec seraient déjà arrivées sur le marché. Les premières récoltes devraient maintenant débiter la semaine prochaine, ce qui ne règle pas le problème de la main-d'oeuvre étudiante qu'il faudra compenser. La pénurie de travailleurs agricoles est cependant un problème qui touche, chaque année, bien plus que les producteurs de fraises. « L'année dernière, on a pu combler de 75 à 80 % des demandes », dit Hélène Varvaressos, du programme Agri-job de l'UPA.

Ironiquement, la majorité des travailleurs agricoles se trouvent à Montréal, indique Daniel Goyer. L'UPA recrute beaucoup d'immigrants prêts à aller gagner quelques dollars à la ferme. Le travail est simple, ils n'ont pas nécessairement besoin de parler français ou anglais et plusieurs d'entre eux ont déjà une expérience dans le travail agricole, dit Daniel Goyer. Les producteurs avisent l'UPA de leurs be-



Des fraises en avance, ça cause tout un casse-tête aux producteurs : qui donc ramassera les fruits si les élèves sont toujours à l'école ?

soins en main-d'oeuvre trois ou quatre jours avant la récolte. Une grosse journée de récolte peut nécessiter la mobilisation de 2500 cueilleurs, seulement sur la rive nord du Saint-Laurent.

Tandis que les fraises québécoises finissent de mûrir dans les champs, celles de la Californie ont envahi les comptoirs des épiciers. Les Américains ont raffiné leurs cultures de sorte que leurs fraises ont plus de goût que les fraises d'hiver. « Avant, on s'en souciait

très peu parce qu'elles n'étaient pas très appréciées des consommateurs », explique Patrick Sullivan du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ). Les amateurs attendaient le mois de juin pour faire le plein de « vraies » fraises.

Les producteurs québécois sont aussi invités de plus en plus à diversifier les variétés cultivées. La traditionnelle fraise québécoise d'été est une variété qu'on dit sensible à la longueur des jours. Tou-

tes les fraises mûrissent d'un coup, en même temps, à la faveur des premières semaines de beau temps. Les variétés « à jour neutre » mûrissent de juillet à septembre, un peu à la fois, ce qui évite le « boom » que connaît la variété la plus commune. La variété « à jour neutre » est notamment cultivée à l'Île d'Orléans. La fraise standard, juteuse et molle, n'est pas non plus la meilleure variété pour les pâtisseries qui réclament des fruits plus fermes.

## Que le vrai Michel Bougie se lève...

Un faux policier fraudeur écope de deux ans de pénitencier

CHRISTIANE DESJARDINS

APRÈS 29 ans et malgré tous les problèmes qu'elle lui a apportés, Michel Bougie n'est pas guéri de sa manie de se faire passer pour ce qu'il n'est pas : un policier. Hier, la juge Céline Lacerte-Lamontagne lui a imposé une peine de deux ans de pénitencier pour personification, vol et fraude.

« C'est une vendetta, on veut me faire plonger. Je passe pour le pire des maniaques, mais les dix ou onze ans où j'ai été tranquille, entre 1987 et 1997, et le bénévolat que j'ai fait, on n'en parle pas. On oublie de regarder le vrai Michel Bougie », avait sangloté l'accusé de 49 ans, un peu plus tôt, en s'adressant à la juge qui s'apprêtait à rendre sa sentence.

« Vous ne pouvez pas jouer les deux bords. C'est vous-même qui vous êtes présenté aux gens comme un autre », lui avait aussitôt répondu la juge.

Bougie a plaidé coupable à une kyrielle d'accusations, dont celles d'avoir volé ou fraudé six personnes, dont une ex-conjointe, d'avoir fabriqué un faux insigne de la GRC et différents faux documents, et de

s'en être servi pour tromper les gens. L'été dernier, à l'aéroport de Dorval, il s'était fait passer pour un agent de la GRC affecté au corps diplomatique et avait tenté d'obtenir une voiture de police en s'adressant à deux agents du SPCUM.

Quelques jours plus tard, alors qu'il venait d'être remis en liberté par la Cour en attendant son procès dans cette affaire, il s'est de nouveau fait passer pour un agent secret de la GRC auprès d'une femme qu'il venait de rencontrer par le biais d'un courrier du coeur. Il lui a fait croire qu'il partait en mission secrète en Europe et qu'elle pourrait l'accompagner en ne payant que son billet d'avion, 800 \$. Comme agent secret, il disposait aussi d'un taux préférentiel sur les francs, et cette femme lui a donné 400 \$ de plus pour les convertir en francs. Et puis voilà qu'il devait déménager, et que son courtier ne pouvait pas vider son compte pour une sombre raison. La femme pourrait peut-être venir avec lui chez Brault et Martineau, afin de payer avec sa carte de crédit à elle les meubles qu'il allait s'acheter pour meubler son appartement à lui...

Le remboursement se ferait dans les prochains jours, lui a-t-il assuré. Elle a acquiescé. Évidemment, la femme s'est retrouvée avec une dette de plus de 7000 \$ pour ces fameux meubles. Ajoutons à cela qu'il a loué des voitures en se faisant passer pour un agent de la GRC.

Bougie est un cas, mais pas un cas psychiatrique, ont estimé les experts qui l'ont évalué. Il n'a pas de trouble de la personnalité comme il le prétend, même si, depuis 1971, il s'est retrouvé à de nombreuses reprises devant les tribunaux parce qu'il se faisait passer pour un policier. C'est tout simplement un excellent manipulateur, et un fraudeur, et les risques de récidive sont bien présents. La juge lui a imposé une peine de deux ans. Comme il est détenu depuis huit mois et que ce temps en double, la peine est réduite d'autant. La juge a également ordonné à Bougie de rembourser 6700 \$ à celle qui a dû payer ses meubles.

L'homme devra toutefois revenir devant le tribunal le 14 septembre, pour un autre dossier de vol pour lequel il ne voulait plus plaider coupable hier.

## Les employés des anciennes villes devront démissionner s'ils sont élus

MARIE-CLAUDE GIRARD

LES EMPLOYÉS de l'une ou l'autre des municipalités de l'île de Montréal qui auraient l'intention de se faire élire dans un arrondissement ou au conseil de la grande ville de Montréal, devront démissionner de leur poste de fonctionnaire s'ils sont élus, estime le comité de transition de Montréal.

Le comité recommande au gouvernement de clarifier la loi en ce sens afin d'éviter les conflits d'intérêts, a indiqué hier la présidente du comité de transition, Monique Lefebvre.

L'ancien maire de L'Île-Bizard, René Lecavalier, est candidat dans l'arrondissement L'Île-Bizard, Sainte-Geneviève / Sainte-Anne-de-Bellevue avec Équipe Bourque Vision Montréal, alors qu'il occupe un emploi de pompier à Pierrefonds. S'il est élu, il devrait donc quitter son poste de lieutenant-pompier. Dans son cas, la situation n'est pas problématique, puisqu'il a cumulé 30 années

d'expérience et pourrait prendre sa retraite en 2003, explique-t-il. « C'est un choix que je fais. Mais avoir eu 20 ans d'ancienneté, je n'aurais pas accepté de briser ma carrière. »

Le comité de transition a relevé également deux cas de fonctionnaires-conseillers municipaux à Verdun et à LaSalle. La Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités prévoit qu'à l'exception des pompiers volontaires, les employés municipaux ne peuvent être élus et siéger au conseil municipal. La loi s'appliquait jusqu'à maintenant dans chacune des municipalités. La fusion vient brouiller les cartes.

La nouvelle Ville verra officiellement le jour le 1<sup>er</sup> janvier. Les municipalités disparaîtront seulement la veille. Le comité de transition estime qu'il n'est pas clair si la loi empêche les fonctionnaires tentés par l'action politique de conserver leur poste s'ils sont élus.

## Marathon pour la recherche sur les maladies infantiles

RAYMOND GERVAIS

C'EST AUJOURD'HUI que se tient à Montréal la 19<sup>e</sup> édition du Marathon Standard Life pour le soutien à la recherche sur les maladies infantiles.

Près de 5000 coureurs, marcheurs et bénévoles sont attendus au parc du Mont-Royal. L'objectif cette année : recueillir 275 000 \$ pour la Fondation de la recherche sur les maladies infantiles. Cet argent sera distribué en totalité aux hôpitaux Sainte-Justine et de Montréal pour enfants, ainsi qu'aux centres hospitaliers universitaires des universités de Québec et de Sherbrooke.

Afin de réaliser leur objectif, les organisateurs comptent sur l'appui des sociétés participantes et de

leurs employés. Standard Life assume toutes les dépenses reliées à l'organisation du marathon, permettant ainsi que la totalité de l'argent amassé soit utilisé pour la recherche.

Le marathon consiste en une course de 10 km et une marche de 5 km.

Le départ de la course aura lieu à 9 h au parc du Mont-Royal, tandis que celui de la marche a lieu à 10 h 30. Le tout devrait prendre fin vers 13 h au parc du Mont-Royal.

Les deux départs se feront sur l'avenue du Parc.

Les coureurs prendront la direction sud sur du Parc, des Pins en direction ouest jusqu'à Cedar, Côte-des-Neiges en direction nord, Decelles vers le nord jusqu'au chemin de la Côte-Sainte-Catherine pour revenir sur du Parc vers le sud

jusqu'à l'arrivée au parc du Mont-Royal.

Les marcheurs prendront le départ coin du Parc et des Pins pour se diriger ensuite sur des Pins est, puis emprunteront le chemin Serpentin et le chemin Olmsted pour revenir sur du Parc.

Les automobilistes sont priés de noter que la circulation automobile sera détournée dans certaines rues entourant le parcours.

Les droits d'inscription sont de 25 \$ pour les adultes et de 5 \$ pour les moins de 18 ans. Les participants qui auront recueilli au moins 25 \$ au moyen du formulaire de parrainage n'auront pas de frais d'inscription à payer. Il n'y a pas de droits d'inscription pour les marcheurs.

Créé en 1983, le Marathon a permis d'amasser jusqu'à maintenant 4,5 millions.

## Les Mohawks de Kanesatake éliront leurs chefs le 14 juillet

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

LA POPULATION autochtone de Kanesatake sera appelée à aller aux urnes le 14 juillet pour élire le grand chef et six chefs qui formeront le conseil de bande.

James Gabriel se portera candidat pour un troisième mandat à la tête de cette communauté qui habite un secteur qui n'est pas considéré comme une réserve indienne. Même si personne n'a encore manifesté son intention de se présenter contre lui, une rumeur veut que Barry Bonspielle soit intéressé à devenir grand chef. Les mises en candidature ont commencé hier et prendront fin à 21 h le 22 juin, à la salle de théâtre de l'école Mont-LaMennais.

Depuis l'arrivée de James Gabriel à la tête de cette communauté en 1996 — Gabriel était alors âgé

de 30 ans —, plusieurs pas importants ont été franchis pour valoriser les Mohawks de ce territoire. Il a notamment mis en place un corps de police, dont les membres sont formés à l'École nationale de police du Québec, qui a su ramener l'ordre là où des gens semaient le trouble depuis quelques années. Il a aussi signé des ententes avec le gouvernement fédéral pour favoriser le développement des siens, principalement les plus jeunes.

Pour être habilité à voter, il faut être membre de la communauté mohawk de Kanesatake avec un numéro de bande, résident ou non, et avoir son nom inscrit sur la liste électorale.

Le scrutin par anticipation aura lieu le 7 juillet, de 9 h à 18 h, à la salle de l'Église Unie, située dans le secteur du village d'Oka, et à l'école Mont-LaMennais.



La Cité de la Biotech

LA CITÉ DE LA BIOTECHNOLOGIE ET DE LA SANTÉ HUMAINE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Le cœur de la biotechnologie au Québec

Ne manquez pas ce cahier spécial mercredi dans



# Fusion de corps de police

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

À COMPTER du 1<sup>er</sup> octobre, les corps de police municipaux de Le Gardeur/Charlemagne et de Repentigny ne feront qu'un, ce qui fera un service de 95 policiers pour desservir une population de 80 000 habitants.

En plus des 76 policiers réguliers et des 19 temporaires, ce corps de police aura 24 employés civils et 35 brigadières. Avec ce regroupement, le taux d'encadrement sera

de 0,949 policier par 1000 habitants, ce qui est près de la norme établie par la nouvelle Loi de police du Québec, soit un policier par 1000 habitants dans les villes ayant une population 10 000 personnes et plus. Les municipalités de Le Gardeur et de Charlemagne avaient regroupé leur service de police il y a plusieurs années.

La direction du nouveau corps de police a été confiée à Serge Daoust, actuellement directeur de la police de Repentigny. Il sera se-

condé par Robert Desjardins, actuellement directeur de la police de Le Gardeur/Charlemagne, ainsi que par Michel Perreault, à la surveillance du territoire, Sylvain Grenier, responsable des enquêtes, et Marc Rocheleau, à l'administration.

Les bureaux de l'état-major ainsi que le centre des appels d'urgence 911 et les blocs cellulaires seront centralisés à Repentigny, alors que les bureaux des enquêtes, la prévention, la police-jeunesse, les relations communautaires et la circulation logeront à Le Gardeur.

# Chronique d'entomologie

## Des commerces pris en flagrant délit d'insalubrité

RAYMOND GERVAIS

LA BOUCHERIE-épicerie Pacifique, 1546, chemin Côte-Vertu, à Saint-Laurent, a été condamné à 2200 \$ d'amende pour avoir gardé son établissement malpropre et pour avoir eu en sa possession des aliments potentiellement dangereux pour la santé après les avoir conservés à une température inadéquate. L'infraction remonte au 30 novembre 2000. Il s'agissait de la troisième accusation d'avoir conservé des aliments à des températures inadéquates pour cet établissement d'alimentation. En avril 1992, il avait été condamné à 3500 \$ et en novembre de la même année d'une amende de 4500 \$.

Le restaurant Kim Chau, 1345, Fleury Est, à Montréal, a été condamné à une amende de 2000 \$ pour avoir le 25 juillet dernier, gardé malpropre son établissement. Le 12 janvier 2001, le même établissement avait été condamné à 1600 \$ à la suite d'une accusation de malpropreté remontant au 28 janvier 2000.

Un traiteur de Montréal, Adams Gourmet, 9800, rue Meilleur, à

Montréal, a été condamné à une amende de 1200 \$ pour avoir conservé des aliments à des températures inadéquates, soit supérieure à 4 degrés et inférieure à 60 degrés. L'infraction a été commise le 8 mars 2000.

L'épicerie-boucherie Marché Ghanacan, 549, avenue Ogilvy, à Montréal, a été condamné à une amende de 800 \$ pour avoir le 1er avril 2000, eu en sa possession des viandes ou des aliments carnés ne provenant pas d'un abattoir reconnu par le gouvernement. Une autre épicerie-boucherie, le Marché Jeeveni, 534, rue Saint-Roch, à Montréal, a été condamné à une amende de 800 \$ pour avoir le 1er avril 2000, eu en sa possession des viandes ou des aliments carnés ne provenant pas d'un abattoir reconnu par le gouvernement.

Finalement, l'épicerie Marché Mayls, 9910, boulevard Saint-Laurent, a été condamné à un total de 1200 \$ d'amende après avoir été reconnu coupable de malpropreté et pour avoir offert en vente des aliments ne portant pas une étiquette indiquant les ingrédients contenus dans l'aliment. Les infractions ont été commises le 18 mai 1999.

# Les policiers découvrent une serre hydroponique à Batiscan

Presse Canadienne

BATISCAN — Une plainte pour une odeur de cannabis a conduit les policiers de la Sûreté du Québec à faire toute une découverte hier matin, à Batiscan, en Mauricie. Dans l'ancien bâtiment abritant une minoterie, ils ont retrouvé une serre hydroponique de très grande valeur, dans laquelle 12 hommes étaient en train de trimer des centaines de plants de cannabis.

« C'est évident que le crime or-

ganisé est derrière cette serre », a indiqué l'agent Pierre Robichaud, relationniste à la Sûreté du Québec.

Au moment de la saisie, des individus étaient en train de couper les plants ou de les trimer pour en extraire les cocottes. Ces dernières étaient ensuite déposées dans les séchoirs conçus à cet effet. Il y avait en tout 190 livres de cocottes de marijuana, qui une fois séchées et préparées, auraient été vendues aux consommateurs. La valeur totale de la drogue serait de 1,6 mil-

lion \$, selon la SQ.

Hier, les policiers n'avaient pas encore établi l'identité de ou des responsables de cette serre, ce qui devrait être fait sous peu. Ils proviennent de la Mauricie, mais aucun n'est domicilié à Batiscan.

Les hommes arrêtés ont tous été conduits au quartier général de la SQ à Cap-de-la-Madeleine pour y être interrogés. On présume que certains seront relâchés et que d'autres comparaitront, lundi, au palais de justice de Trois-Rivières.

## AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

**APPEL D'OFFRES**  
Développement hôtelier  
20 chambres

**PROPRIÉTAIRE:**  
LE CONSEIL DE LA NATION  
CRIS DE MISTISSINI,  
187, Main Street, LAC MISTISSINI  
(Québec) G0W 1C0

**ARCHITECTE:**  
ANICET TREMBLAY ET  
SERGE HARVEY, ARCHITECTES  
400, rue Scott Ouest  
Alma (Québec) G8B 1R2  
Téléphone: (418) 668-3384  
Télécopieur: (418) 668-5999

**LE CONSEIL DE LA NATION CRIS DE MISTISSINI**, propriétaire, demande des soumissions pour la construction d'un bâtiment hôtelier de 20 chambres, sis au LAC MISTISSINI, comté d'Ungava.

Les plans, devis, documents contractuels et autres renseignements pourront être obtenus au bureau des architectes à partir du **mardi 12 juin 2001** contre un dépôt non remboursable de cent vingt-cinq dollars (125 \$) fait à l'ordre des Architectes, Anicet Tremblay et Serge Harvey, Architectes.

Les soumissions (l'original et deux copies) clairement identifiées seront déposées dans des enveloppes cachetées à l'endroit, date et heure suivants:

**ENDROIT:**  
Mistissini, Isaac Shecapio  
Administration Building  
Salle de Conférence Emmett Macleod.

**DATE:** Mercredi 11 juillet 2001

**HEURE:** 14 h.

Les ouvertures se feront publiquement au même endroit.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé d'un montant équivalent à 10% de la valeur de la soumission à l'ordre du propriétaire, ou d'un cautionnement de soumission, établi au même montant, valide pour une période de 45 jours de la date d'ouverture des soumissions. Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour une garantie d'exécution et une garantie des obligations pour gages, matériaux et services, chacune correspondant à 50% du prix du contrat.

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur principale place d'affaires au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

Le propriétaire ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

**FUTURE SHOP**

**AVIS À NOTRE CLIENTÈLE**

Veillez noter les erreurs suivantes dans notre circulaire du 6 au 19 juin 2001:

À la page 4, la pochette de l'album de Zachary Richard devrait montrer la photo de «cœur fidèle» et non celle de «l'anthologie».

À la page 8, le Sony subwoofer XLS1035 devrait être annoncé à 99,99 \$, chacun.

À la page 18, l'installation professionnelle du satellite Bell Express Vu d'une valeur de 99 \$ n'est pas incluse dans le chèque rabais de 100 \$.

À la page 19, la télévision Sony 61 pouces est un modèle S-Série et ne vient pas avec un protecteur d'écran intégré.

À la page 20 de notre circulaire française, la promotion d'un lecteur DVD devrait être inscrite comme suit: Lecteur DVD gratuit à l'achat de téléviseurs de 32 pouces et plus, sélectionnés!

**Veillez nous excuser pour tout inconvenient que cela aurait pu causer à notre clientèle.**

Merci de votre compréhension.  
Département de publicité

**UPA**

**Appel d'offres**

L'Union des producteurs agricoles (UPA) et La Fédération des producteurs de bovins du Québec (FPBQ)

**Fabrication et distribution des identifiants nécessaires à la mise en opération d'un système pour l'identification et la traçabilité des animaux d'élevage (bovins et ovins) du Québec**

Des soumissions cachetées seront reçues par la FPBQ à la Maison de l'UPA, 3<sup>e</sup> étage, 555, boul. Roland-Therrien, Longueuil (Québec) avant midi (heure locale) le 19 juin 2001. Demander Madame Noëlla Morissette.

Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles jusqu'au 15 juin 2001 inclusivement à la même adresse. Un dépôt non remboursable de 50 \$, toutes taxes incluses, par chèque certifié, émis à l'ordre de la FPBQ, est exigé pour l'obtention des documents de soumission.

Le soumissionnaire doit fournir, avec sa soumission, une garantie de 30 000 \$ (cautionnement ou chèque certifié).

L'UPA et la FPBQ ne s'engagent à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et ce, sans encourir aucune dépense ou obligation envers les soumissionnaires.

**APPEL D'OFFRES**

**PROJET:** RÉFECTION DES LANTERNEAUX - PHASE II

**ÉTABLISSEMENT:** CENTRE HOSPITALIER ANNA-LABERGE  
200, rue Brisebois  
Châteauguay (Québec)  
J6K 4W8  
Téléphone: (450) 699-2425

**PROFESSIONNEL:** Architecture Labbé et Associés Inc.  
5675, chemin Chamblay  
Bureau 201  
Saint-Hubert (Québec)  
J3Y 3R1  
Téléphone: (450) 676-3465  
Télécopieur: (450) 676-4825

Le Centre hospitalier Anna-Laberge, propriétaire ayant son siège au 200, rue Brisebois à Châteauguay demande des soumissions pour le projet décrit en titre.

Les plans et devis pourront être obtenus au bureau du professionnel à compter de mardi, le 12 juin 2001 contre un chèque visé non remboursable de 50 \$ émis à l'ordre de l'établissement. Il y aura une visite obligatoire des lieux, le mardi 19 juin 2001 à 11 h.

Les soumissions devront être accompagnées soit d'un cautionnement de soumission délivré par une institution financière et établie au montant de dix mille dollars (10 000 \$) valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions, soit d'un chèque visé au montant de cinq mille dollars (5 000 \$) fait à l'ordre du propriétaire, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec et du Canada dont la valeur nominale est de cinq mille dollars (5 000 \$).

Les soumissions seront reçues au Centre Hospitalier Anna-Laberge, au bureau des Ressources techniques avant le mardi 26 juin 2001 à 16 h, heure locale en vigueur pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission, et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelque autre des soumissions reçues.

Ce texte est un abrégé des textes officiels inclus aux documents de soumission.

**Roland Beaudoin**  
Représentant de l'établissement

**APPEL D'OFFRES**

**PROJET:** Agrandissement et rénovation du Théâtre Espace Libre

**SPECIALITÉ: DÉMOLITION**

**Maître d'oeuvre:** Espace Libre, 1945, Fullum, Montréal (Québec) H2K 3N3

**Gérant de la construction:** GERPRO CONSTRUCTION INC., 136, boul. Industriel, Châteauguay (Québec) J6J 4Z2 (450) 692-1115

**Architectes:** Lemoyne, Lapointe, Magne Architectes, 224, place d'Youville, Montréal (Québec) H2Y 2B4 (514) 849-6291

**Obtention des documents:** À compter du 7 juin 2001 auprès du gérant de la construction, 136, boul. Industriel Châteauguay (Québec) J6J 4Z2 (450) 692-1115. Appeler pour confirmer la disponibilité des documents.

Une visite des lieux est prévue le 12 juin à 13 h 30

Dépôt de vingt-cinq dollars (25 \$), non remboursable, argent comptant ou chèque à l'ordre de Gerpro Construction Inc.

Chèque visé ou cautionnement de soumission à l'ordre du propriétaire au montant de 10% de la valeur de la soumission avant taxes, valide pour 30 jours.

**Soumissions:** Les soumissions seront reçues chez le maître d'oeuvre avant 15 h, le 20 juin 2001.

Cet appel d'offres est un abrégé des documents officiels remis aux soumissionnaires

**Victor Proulx**  
**GERPRO CONSTRUCTION INC.**

**Hydro Québec**

**Avis Public**

**Projet de réfection du barrage en enrochement et des digues de l'aménagement des Rapides-des-Quinze, par Hydro-Québec**

Avis est donné au public qu'il peut consulter le dossier afférent au projet susmentionné qui comprend notamment une étude d'impact sur l'environnement préparée en vertu de la section IV.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c.Q-2).

**Description du projet :**  
Hydro-Québec doit procéder à des travaux de réfection à l'aménagement hydroélectrique des Rapides-des-Quinze. Situé sur la rivière des Outaouais, entre les municipalités de Notre-Dame-du-Nord et d'Angliers, l'aménagement comprend trois ouvrages en béton, soit une centrale, un évacuateur de crues principal et un évacuateur auxiliaire. Il comprend aussi trois ouvrages en remblai, soit un barrage en enrochement et deux digues, l'une au lac Talé et l'autre au lac Long. Ce sont ces trois ouvrages en remblai qui font l'objet du présent avis.

L'état du barrage et des digues des Rapides-des-Quinze nécessite des travaux de génie civil prioritaires dont le rehaussement de la cote de l'élément d'étanchéité et de la crête. La pente du massif aval du barrage doit aussi être adoucie.

L'aménagement des Rapides-des-Quinze est le plus ancien de l'Abitibi-Témiscamingue. Ses premiers ouvrages ont été construits en 1923 d'où l'état avancé de leur détérioration.

L'étude d'impact sur l'environnement a été présentée au ministre de l'Environnement qui l'a rendue publique le 5 juin 2001 et l'a mise à la disposition du public pour fins de consultation aux endroits suivants.

Municipalités	Heures d'ouverture :
<b>Municipalité d'Angliers</b> 14, rue de la Baie-Miller, C.P.9 Angliers (Québec) J0Z 1A0	Lundi au jeudi : 9 h à 12 h et 13 h 30 à 16 h  Vendredi, samedi et dimanche : Fermé
<b>Municipalité Notre-Dame-du-Nord</b> 71, rue Principale, C.P.160 Notre-Dame-du-Nord (Québec) J0Z 3B0	Heures d'ouverture : Lundi au vendredi : 8 h 30 à 12 h et 13 h à 16 h 30  Samedi et dimanche : Fermé
Université	Heures d'ouverture jusqu'au 28 juin 2001:
<b>Université du Québec à Montréal</b> Bibliothèque centrale Pavillon Hubert-Aquin Section des publications gouvernementales 1255, rue Saint-Denis - local A.M. 100 Montréal (Québec) H3C 3P8	Lundi, jeudi et vendredi : 9 h à 20 h Mardi et mercredi : 9 h à 22 h Samedi : 12 h à 17 h Dimanche : Fermé
<b>Responsable :</b> Monsieur Jean Saint-Amant Téléphone : (514) 987-4392 Télécopieur : (514) 987-4213	Heures d'ouverture du 29 juin au 26 août 2001: Lundi au jeudi : 9 h à 18 h Vendredi, samedi et dimanche : Fermé
Bureaux du BAPE	Montréal
<b>Québec</b> Centre de documentation Édifice Lomer-Gouin 575, rue Saint-Amable - Bureau 2.10 Québec (Québec) G1R 6A6	Centre de documentation 500, boul. René-Lévesque - bureau 7.300 C.P.23 Montréal (Québec) H2Z 1W7
<b>Madame Monique Millaire, responsable</b> Téléphone : (418) 643-7447 1 800 463-4732 (sans frais) Télécopieur : (418) 643-9474	<b>Madame Johanne Desjardins, responsable</b> Téléphone : 1 800 463-4732 (sans frais)  Télécopieur : (418) 643-9474
Courriel : communication@bape.gouv.qc.ca	Courriel : communication@bape.gouv.qc.ca
Heures d'ouverture : Lundi au vendredi 8 h30 à 12 h et 13 h à 16 h 30	Heures d'ouverture : Lundi au vendredi 8 h 30 à 12 h et 13 h à 16 h 30
<b>Séance d'information :</b> De plus, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement tiendra une rencontre d'information à laquelle seront également présents des représentants du ministère de l'Environnement et d'Hydro-Québec. Cette rencontre se tiendra :	<b>Le mercredi 20 juin 2001 à compter de 19 h 30</b> <b>Salle du conseil à Angliers (centre communautaire)</b> <b>14, rue de la Baie-Miller</b> <b>Angliers (Québec) J0Z 1A0</b>
Entre le 5 juin et le 20 juillet 2001 toute personne, groupe ou municipalité peut transmettre une demande d'audience publique relativement à ce projet au ministre de l'Environnement, monsieur Paul Bégin, à l'adresse suivante :	
<b>Édifice Marie-Guyart, 675, boulevard René-Lévesque Est, 30<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 5V7</b>	
Cet avis est publié par Hydro-Québec conformément au Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c.Q-2,r.9) adopté en vertu de la Loi sur la Qualité de l'environnement (L.R.Q., c.Q-2).	

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

Québec 

*La Presse*  
9 juin 2001

Page B11 manquante

## Des enfants catapultés dans les airs

LAURA-JULIE PERREAULT

QUATRE ENFANTS du service de garde de l'école Le Castelet à Terrebonne ont été littéralement propulsés dans les airs hier après-midi alors qu'ils s'amusaient dans un jeu gonflable. Deux d'entre eux ont été grièvement blessés.

L'histoire semble invraisemblable. Les enfants, trois filles et un garçon, prenaient part à la fête annuelle organisée par la garderie qu'ils fréquentent et sautaient dans la structure en forme d'éléphant, gonflée à l'air comprimé, qui se trouvait dans le parc adjacent au service de garde.

Vers 15 h 45, le vent a soulevé le faux pachyderme et les enfants qu'il portait sur son dos. Le jeu gonflable s'est d'abord renversé sur lui-même, projetant trois des enfants par-dessus une clôture de cinq pieds de hauteur.

Deux d'entre eux ont atterri dans la rue, dont le garçon de six ans qui a subi des blessures à la rate. La fillette qui est tombée à ses côtés en a été quitte pour quelques ecchymoses et de gros maux de tête, selon le sergent Alain Caron du Service de police de Terrebonne.

Une autre gamine de sept ans a été propulsée encore plus loin. Elle est tombée dans la cour d'une résidence privée de l'autre côté de la rue. Elle est victime d'une commotion cérébrale et a dû être hospitalisée à l'hôpital Sainte-Justine.

La quatrième enfant a pour sa part atterri sur le sol à côté de l'emplacement initial du jeu gonflable et s'en est tirée avec des blessures mineures.

### Vol plané de 75 mètres

Après s'être débarrassé de ses passagers, l'éléphant fou a continué sa course dans les airs et a même sauté par-dessus une maison avant de s'immobiliser 75 mètres plus loin, sous les yeux ébahis des gamins présents.

Jean Poirier, directeur de l'école Le Castelet, situé rue Robert à Terrebonne, a dépêché un psychologue pour s'occuper des enfants apeurés. « On a arrêté les festivités et on a séparé les enfants pour les calmer », expliquait-il hier.

Selon Environnement Canada, un tourbillon de poussière pourrait être à l'origine de cet étrange accident. L'air sec, le soleil et les vents auraient comploté pour causer ce phénomène météorologique.

Les policiers de Terrebonne enquêtent pour découvrir si les mesures de sécurité nécessaires ont été respectées par la compagnie qui s'occupait de l'installation du jeu. « Nos enquêteurs détermineront dans les prochains jours s'il y a eu négligence », avançait le sergent Alain Caron.

## Entente de principe à l'usine Camco

Cent employés licenciés retournent au travail

LAURA-JULIE PERREAULT

**DANS LA nuit de jeudi à hier, les représentants syndicaux et les patrons de l'usine Camco de Montréal sont finalement parvenus à une entente de principe qui devrait mettre fin à dix semaines de grève.**

Les deux parties en auront l'assurance lundi après-midi seulement, alors que les 850 syndiqués seront invités à se prononcer sur les dernières offres patronales lors d'une assemblée générale qui aura lieu à 14 h au centre civique de Montréal-Est.

Alain Leduc, président de la section 501 du Syndicat des communications, de l'énergie et du papier, affilié à la FTQ, n'était pas peu fier des gains réalisés par le syndicat dans ce dernier sprint de négociations nocturnes. Le régime de retraite était au coeur du bras de fer de dernière minute.

Le patronat a concédé aux syndiqués de l'usine de la rue Notre-Dame une bonification de 5000 \$ pour les employés qui prendront leur retraite entre l'âge de 60 et de 61 ans, ainsi qu'une augmentation de salaire de 9,5 % en trois ans pour tous. Cette majoration sera couronnée par l'octroi de deux montants forfaitaires de 250 \$ cette année et l'an prochain.

### Retour de 100 licenciés

Du côté du protocole de retour au travail, le syndicat a aussi de quoi fêter. Ses 850 membres, qui ont fait la grève pendant plus de deux mois, pourront rentrer au travail sans sanction et 100 employés licenciés il y a un an retrouveront leurs emplois dès mardi.

« C'est là qu'on a vu le vrai discours de la compagnie. Pendant la grève, ils nous ont dit qu'ils perdraient des contrats, qu'ils voulaient transférer les activités ail-



Photo ROBERT SKINNER, La Presse

**Le leader du FTQ, Henri Massé, s'adressait aux grévistes de Camco, qui ont débrayé pendant dix semaines, lors d'une manifestation du 27 avril.**

leurs au Canada. La vérité, c'est qu'ils doivent augmenter la production. Il n'y a pas d'alternatives à Montréal », s'est exclamé M. Leduc. L'usine de Montréal se spécialise dans la fabrication de lave-vaisselle et de sècheuses.

### Contrats à retrouver

Les administrateurs de Camco se disaient aussi soulagés d'avoir enfin trouvé un terrain d'entente avec leurs employés. « Nous espérons maintenant pouvoir re-

prendre les contrats qui nous revenaient avant la grève », a remarqué le porte-parole de la filiale de General Electric (GE), Richard Birtz.

Les leaders du syndicat ont profité de l'entente de principe pour se moquer des 150 syndiqués qui ont signé une pétition demandant un vote sur les offres patronales de la semaine dernière. « Pendant qu'ils faisaient avancer leur pétition, nous, on faisait avancer la négociation », raillait hier M. Leduc.

## Mise à jour importante

### Message à l'intention des clients de Canada Trust relativement à l'intégration de TD Canada Trust qui se déroulera pendant la fin de semaine du 23 juin.

Si vous êtes un client de Canada Trust, vous devriez avoir reçu ce qui suit :

#### 1. Un Guide des comptes et des services personnalisé au plus tard le 4 juin.

Ce guide décrit en détails tout changement qui vous touchera à la suite de notre intégration.

#### 2. Une nouvelle Carte Accès<sup>MC</sup> TD Canada Trust au plus tard le 14 juin.

Celle-ci vous donnera accès à vos comptes TD Canada Trust à compter du 23 juin.

Si vous n'avez pas reçu l'un de ces deux éléments aux dates susmentionnées, il vous suffit de téléphoner à notre Centre de renseignements de la clientèle de TD Canada Trust au 1 888 572-8923 ou de visiter votre succursale Canada Trust.

**Ce message s'adresse aux clients de Canada Trust uniquement.  
Si vous êtes un client de La Banque TD, vos comptes ne seront pas touchés et vous pouvez continuer d'utiliser votre Carte Accès actuelle.**

Toutes les succursales Canada Trust de votre région seront fermées du 23 au 25 juin et rouvriront leurs portes le mardi 26 juin sous la bannière TD Canada Trust.

Nous vous remercions de la patience dont vous faites preuve à mesure que nous effectuons la transition vers TD Canada Trust.

BANQUE

Canada Trust

## EN BREF

### On souffle un peu rue Bedford

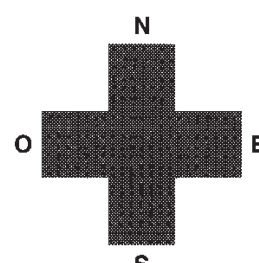
LA QUARANTAINE de familles vivant dans un immeuble insalubre de la rue Bedford, dont la Ville de Montréal a ordonné l'éviction, auront jusqu'au 30 juin pour se trouver un nouveau logement. Ainsi en a décidé hier la Cour supérieure à la suite de la demande d'injonction déposée par un locataire, avec l'appui de la Table du logement social de Côte-des-Neiges. Les locataires avaient six jours après réception de l'avis d'éviction, soit jusqu'à lundi prochain, pour vider les lieux. Les organismes communautaires souhaitent réunir les différentes parties cette semaine afin que la Ville fasse elle-même les travaux. Ils souhaitent acheter le bâtiment et le transformer en logement social par le biais du programme Accès-Logis.

### Nouveau recteur pour l'UQAM

LE POLITOLOGUE Roch Denis est devenu hier le sixième recteur de l'Université du Québec à Montréal. M. Denis se voit confier un mandat de cinq ans et entrera en fonction le 1<sup>er</sup> août. Présentement en poste à Paris à titre de secrétaire général du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise, M. Denis a été président de la Fédération québécoise des professeurs d'université de 1993 à 1999. Il est professeur au département de science politique de l'UQAM depuis 1971. Détenteur d'un doctorat d'État en science politique de l'Institut d'études politiques de Paris, Roch Denis possède une vaste expérience du milieu universitaire et est connu pour ses nombreuses contributions sur les enjeux de l'enseignement supérieur en général.

### Vers le 28<sup>e</sup> homicide

DES CITOYENS de Montréal ont eu une bien mauvaise surprise en poussant la porte du logement d'un de leurs voisins, restée ouverte, hier soir. Le cadavre d'un individu dans la cinquantaine gisait sur le sol d'un appartement situé rue Beaudry, près de l'intersection avec la rue Ontario. Hier soir, au moment de mettre sous presse, les enquêteurs investissaient la scène de ce qu'ils croient être le 28<sup>e</sup> homicide de l'année sur le territoire de la CUM.



Croix-Rouge canadienne  
Division du Québec

En tout lieu. En tout temps.

1 800 592-7649  
www.croixrouge.ca